Ce 3ème numéro de « Regards » résulte pour l'essentiel d'un important travail de capitalisation sur « le rôle des migrants dans le développement des territoires. Le cas de Migrations & Développement ». Cette capitalisation a été menée par Odile Balizet avec le soutien du F3E.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

المملكة المغربية
الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج و شؤون الهجرة
Royaume du Maroc
Ministère Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC
ccme
مجلس الجالية المغربية بالخارج
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ MAROCAINE À L'ÉTRANGER

afd
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

F3E
Evaluer • Echanger • Eclairer

**COLLECTION**

***« REGARDS SUR LES MIGRATIONS ET LE DEVELOPPEMENT »***

***Histoires de territoires***

n°3 : mai 2015

# DE LA MIGRATION A LA DIASPORA

## Trois décennies de développement rural mené par des migrants marocains dans leur région d'origine.

## L'histoire de M&D confrontée au « regard » de migrants

Editions « Migrations & Développement »

Ce troisième numéro de « Regard » dresse un portrait croisé de « Migrations & Développement » (M&D), une association née en 1987, de la force créatrice de Jamal, migrant marocain dans le Sud de la France. L'histoire de M&D ici présentée reflète autant l'évolution de la migration et de ses acteurs dans la France qui se désindustrialise que celle de l'amorce de développement que va connaitre le Centre-Sud du Maroc, une région montagneuse parmi les plus pauvres du Royaume, d'où sont partis des milliers de migrants vers les grandes villes du Maroc et vers l'Europe. Cette histoire est racontée ici à travers la capitalisation conçue par Pierre De Zutter et Odile Balizet et mené par cette dernière avec le soutien du F3E[1], qui a inscrit l'analyse critique de l'association dans un processus d'accompagnement au changement.

Durant le processus, des exemples concrets ont été utiles pour aider M&D à changer de « regard », à se décentrer d'une histoire et d'un modèle de développement tellement riche et original, qu'il s'imposait comme une évidence. Être leader, pionnier, permet de faire des démonstrations, de donner l'exemple mais pas toujours de détecter d'autres modèles, d'autres trajectoires qui se développent près de chez soi et dont on gagnerait à s'inspirer. Surtout si, du fait de la bi-nationalité historique de M&D, française et marocaine, le regard se porte sur le seul modèle français, pays d'accueil des migrants qui ont forgé l'association.

C'est à partir de ce travail que ce numéro de Regards vous est proposé. Il est précédé d'un texte inspiré d'un article sur l'Association, paru dans la revue Hommes & Migrations, sur les Diasporas marocaines.

Ces textes sont accompagnés de petites histoires - acides ou non – qui relatent l'aventure de l'association et de portraits de migrants (anciens ou jeunes, hommes et femmes, vivant en France ou au Maroc), tous engagés dans le développement de leur région, en lien ou non avec M&D.

---

*Le texte qui suit n'engage que l'association Migrations & Développement qui reste seule responsable de son contenu.*

---

[1] F3E : Association dont la mission est d'évaluer et d'observer les pratiques de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée.

**« Regards sur les Migrations et le Développement »**

**Histoires de territoires.**

Revue de l'association « Migrations & Développement ».

Directeurs de publication : Yves Bourron et Jacques Ould Aoudia.

*n°1 – mars 2014* : Investissement productif des Marocains Résidants à l'Étranger et Développement des territoires.

*n°2 – septembre 2014*: Eau potable et Assainissement dans l'Atlas Marocain. Accompagnement des projets d'Associations villageoises.

*n°3 – mai 2015*: De la Migration à la Diaspora : Trois décennies de développement rural mené par des migrants marocains dans leur région d'origine. L'histoire de M&D confrontée au « regard » de migrants.

*n°4 – (à venir)* : L'histoire de la migration marocaine au « regard » de la poésie.

## SOMMAIRE

**Résumé (français / arabe / anglais)**

**Partie I : Les migrants acteurs du développement de leur pays d'origine ? Bref rappel sur l'association « Migrations & Développement. »**

**Partie II : Capitalisation de « Migrations & Développement » sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine.**

**1. Le contexte géographique, administratif et démographique.**

**2. Les migrants, acteurs du changement avec l'appui de M&D.**

**2.1. Transformer la culture de la migration.**

**2.2. Les migrants, acteurs du métissage entre développement endogène et apport extérieur.**

**2.3. Les migrants porteurs d'innovations techniques et sociales.**

**2.4. Les migrants ambassadeurs de la culture berbère.**

**2.5. La contribution des migrants au développement de leur région d'origine.**

**2.6. Avec l'appui de M&D les migrants mettent en œuvre des interventions solidement appuyée sur 3 principes.**

**3. Un jeu d'acteurs de plus en plus complexe.**

**3.1. L'entrée en scène de l'Etat.**

**3.2. L'entrée en scène des Communes et des élus.**

**3.3. L'évolution du lien au territoire d'origine.**

**3.4. Des acteurs locaux plus nombreux et aux capacités accrues.**

**3.5. Une attention soutenue à l'émancipation des femmes.**

**3.6. L'introuvable politique de la jeunesse.**

**3. 7. Une nécessaire évolution de la gouvernance associative de M&D.**

**4. Capitaliser pour préparer l'avenir : de grands défis pour M&D pour prendre en compte les changements qui affectent son environnement, ici et là-bas.**

**Défi 1 : un changement d'échelle spatiale et temporelle.**

**Défi 2 : Eduquer à la citoyenneté et à la solidarité internationale sur les deux rives.**

**Défi 3 : Promouvoir un modèle de développement qui vise l'amélioration des conditions de vie et l'évolution des modes de vie.**

**5. Conclusion.**

**ANNEXES.**

**Les documents tirés de la capitalisation sont accessibles sur les sites**

- de M&D : http://www.migdev.org/ressources/rapports-et-actes/

- et du F3E : http://f3e.asso.fr/etudes/1000

Un document de travail sur les « Communautés de Développement » est accessible sur :http://www.migdev.org/wp-content/uploads/2014/09/14-09-18_AEF_MD_construire-une-Communaut%C3%A9-de-D%C3%A9veloppement.pdf

# *Résumé*

*Ce 3° numéro de Regards restitue le travail de capitalisation mené sur « le rôle des migrants dans le développement des territoires », thème qui se situe au cœur de l'identité de l'association Migrations & Développement (M&D). Accompagnée par Odile Balizet, cette capitalisation a mis en évidence des mutations profondes dans l'environnement de l'association, tant sur les territoires que dans la diaspora.*

***- Au niveau des territoires,*** *on assiste à l'émergence de multiples acteurs aux capacités accrues (Communes et leurs élus, coopératives, associations de développement, administrations décentralisées...). Cette émergence fait apparaitre le migrant comme un acteur parmi d'autres, alors qu'il avait un poids majeur dans les premiers moments de l'association, dans les années 80 et 90.*

***- Au niveau de la diaspora,*** *les mutations ne sont pas moindres. Les migrants et issus de migrants (2°, 3° générations) ont modifié leur rapport au pays d'origine (des parents le plus souvent) : ils se sont dégagés des injonctions communautaires, ils ont un niveau de formation plus élevé, la composante féminine est plus importante, ils sont plus individualistes. Ils restent attachés au pays par fidélité à leur identité d'origine, mais dans un jeu d'identités multiples. Leur engagement se modifie : les pratiques de solidarité internationale changent avec cette 'diaspora connectée'.*

*Par ailleurs, la capitalisation a fait apparaitre, dans la pratique de M&D, une certaine dispersion et surcharge de travail de l'équipe opérationnelle, qui intervient sur un terrain de plus de 550 km de rayon, ce qui entraine une difficulté dans le suivi des actions, donc des acteurs.*

***Ces résultats ont amené M&D à renouveler en profondeur son approche du territoire, tant au Sud qu'au Nord.*** *Au Sud, en concentrant ses activités autour des acteurs les plus dynamiques du changement social. D'une répartition « en olives sur l'olivier », nous allons passer progressivement à une répartition « en grappes de raisins dans la vigne », répartition que nous construirons autour de leaders (président(e) de Commune, de coopérative, d'association de développement,*

*paysans leaders...) capables de fédérer autour d'eux les autres acteurs locaux. Il s'agira donc de rendre encore plus exemplaire nos actions (ce que leur moindre dispersion devrait faciliter), pour qu'elles se diffusent largement sur le territoire.*

***Deux outils de diffusion.*** *Parallèlement à cette réorientation/concentration de notre présence sur le terrain, nous construisons des outils de diffusion pour accélérer cette transmission dans la région et au-delà : d'une part avec le lancement de l'École Pratique de Développement des Territoires qui brassera les acteurs autour des multiples thèmes du développement local largement au-delà des « grappes ». D'autre part avec la création d'une « Communauté de Développement Solidaire » mettant en relations les différents acteurs du territoire avec leurs diasporas. Cette Communauté rassemble, à l'échelle transnationale, les acteurs locaux engagés dans le développement et les ressources humaines du territoire qui l'ont quitté : la diaspora connectée. Cette Communauté de développement, qui renouvelle en profondeur notre travail au Nord et le lien entre territoires et diasporas, se formera autour d'un portail informatique, lieu d'échanges de bonnes pratiques entre les acteurs locaux, de partage d'informations, de compétences, de financements solidaires, d'opportunités d'investissements pour tous ceux qui sont concernés par la solidarité internationale, y compris la « diaspora de cœur » qui regroupe tous ceux qui, sans être originaire d'un territoire, s'engagent dans la solidarité avec lui. Cette communauté connectée se construira autour de projets concrets dans tous les champs du développement, au Sud comme au Nord.*

***M&D est donc en plein renouvellement de son approche du territoire****. Ce renouveau s'effectue en phase avec ses principes et valeurs : participation, responsabilisation et autonomisation des acteurs. C'est au nom de ces valeurs et de ses capacités d'adaptation que M&D accorde son action aux nouvelles données de son environnement.*

# ملخص

يشكل العدد الثالث من "**نظرات**" استردادا لاشغال التثمير حول "دورالمهاجر في تنمية المجال الترابي"، وهو المحورالذي يشكل صلب هوية جمعية الهجرة وا للتنمية. هذا التثمير الذي تم إنجازه بمرافقة من السيدة "اوديل باليزي" أوضح التغيرات العميقة في محيط الجمعية ان على مستوى المجال الترابي او على مستوى المهجر.

+ **على مستوى المجال الترابي،** نسجل ظهور عدة فاعلين ذووا كفايات متزايدة (الجماعات ومنتخبوها، التعاونيات، الجمعيات التنموية، الإدارات اللامركزية...). هذه النهضة أفرزت المهاجر كفاعل بجانب فاعلين اخرين في مجال التنمية، في حين أن دوره كان وازنا في المراحل الأولى للجمعية الهجرة، إبان سنوات الثمانينات والتسعينات.

+ **على مستوى المهجر،** لم تكن التغيرات طفيفة فالمهاجرون والمنحدرون من الهجرة (الجيل الثاني والثالث) قد غيروا من طبيعة العلاقة مع بلدهم الاصلي: فقد تحرروا من ضغط مجموعاتهم الأصلية، وهم يمتلكون مهارات وخبرات عالية في مجالات عدة، مع حضور قوي للنساء، وأصبحوا أكثر فردانية. فهم يبقوا مرتبطين بالبلد الاصلي كإخلاص للهوية الاصلية، لكن في اطار الهوية المتعددة. إن انخراطهم يعرف تغيرات: فممارسات التضامن الدولي تعرف تحولات مع هذه "الجالية المرتبطة".

وعلاوة على ذلك، أظهرهذا التثميرعلى مستوى عمل الجمعية نوعا من تشتيت الجهود لدى فريق العمل الميداني، والذي يعمل في مجال يتسم بالشساعة جغرافيا (شعاع 550 كلم)، مما يجعل تتبع ومواكبة عمل الفاعلين المحليين أمرا صعبا.

هذه النتائج دفعت جمعية الهجرة والتنمية إلى تجديد عميق لمقاربتها للمجال الترابي، سواء في الشمال او في الجنوب. **ففي الجنوب،** تسير الجمعية في اتجاه مركزة أنشطتها حول الفاعلين المحليين النشيطين في مجال التغيير الاجتماعي. من "ثمرات موزعة في شجرة الزيتون"، سنمر تدريجيا إلى توزيع على شكل "عناقيد العنب في الكرم"، توزيع سيتم تأسيسه حول القياديين (رئيس(ة) جماعة أوتعاونية أوجمعية تنموية...)، قادرين على تجميع الفاعلين الآخرين حولهم. يتعلق الأمر إذن بجعل أنشطتنا أكثر نجاعة (وتقليص تشتتها سيساعد حتما على ذلك) حتى تكون قابلة للتعميم على المجال الترابي.

**أداتان لتعميم ونشر هذه التجارب**. فموازة مع هذا التوجه الجديد الهادف إلى حضورنا الميداني، فإننا نعمل على خلق وابتكار ادوات جديدة للنشر لتسريع النقل والتقاسم إن على مستوى الجهة أو أبعد: فمن جهة تم اطلاق مبادرة "المدرسة التطبيقية لتنمية المجال الترابي"، والتي ستجمع الفاعلين التنمويين حول مختلف موضوعات التنمية المحلية حتى خارج "عناقيد العنب". ومن جهة اخرى يتم العمل على خلق "رابطة التنمية التضامنية" والتي تعمل على خلق ومد الجسور بين مختلف الفاعليين المحليين والجالية في المهجر. تجمع هذه الرابطة، العبر وطنية، الفاعلين المحليين المنخرطين في التنمية والموارد البشرية التي هاجرت من المجال: "الجالية المرتبطة". هذه الرابطة التضامنية التي تجدد وبشكل عميق عملنا في الشمال والرابط بين المجال الترابي والجالية، ستشكل حول بوابة الكترونية، كفضاء لتبادل الممارسات الجيدة بين الفاعلين، كفضاء لتقاسم المعلومات والكفاءات والتويل التضامني وفرص الاستثمار، بما فيها "جالية القلب" التي تجمع كل المنخرطين بشكل تضامني في تنمية مجال ترابي معين حتى ولو لم يكونوا منحدرين منه. هذه "الرابطة المرتبطة" سيتم بناؤها حول مشاريع ملموسة في جميع مجالات التنمية في الجنوب وفي الشمال.

إذن فالهجرة والتنمية في طور التجديد الكامل لمقاربتها المجالية. هذا التجديد الجمعية يتم في تماش مع مبادئها وقيمها : المشاركة، المسؤولية ، واستقلالية الفاعلين. فباسم هذه القيم وقدرتها على التأقلم تعمل الجمعية على ملائمة أنشطتها للمتغيرات الجديدة بمحيطها.

# *Summary*

*This third edition of Regards highlights the work on "the role of migrants in the development of territories", a topic that is at the heart of the identity of our NGO Migrations & Development (M&D). Led by Odile Balizet, this work underlines profound changes in the environment of the organization, both in the territories and in the diaspora.*

*- **In the territories**, the emergence of multiple actors with increased capacity (municipalities and local authorities, cooperatives, NGOs, etc.) changes the role of the migrant to one development player among a multiplicity of others. This is a significant shift as migrants used to be the main players of local development in the first decades of the NGO's work, in the 1980's and 90's.*

*- **In the diaspora**, changes are significant as well. Migrants and their descendants (second and third generation) have a different relationship with the country of origin (usually, their parents'): the share of women is higher, they are more educated, they are more individualistic, and they feel less constrained/obliged by their belonging to the community. They remain attached to the country that represents their identity of origin, but this identity is now embedded in a set of multiple identities. Their involvement is changing and new behaviours of international solidarity are emerging.*

*In addition, the report also revealed, in M&D's action on the ground, some inefficiencies as well as the work overload weighing on the operational team, especially as it in a radius of over 550 km, which makes it difficult to monitor actions and evaluate actors.*

***The conclusions of this work led us at M&D to deeply renew our approach, both with the territories and the diaspora.** In the territories, we decided to focus our activities by prioritizing and targeting the most dynamic agents of social change. To take an agricultural metaphor, we are shifting our distribution and network from "olives on the olive tree," gradually to "clusters of grapes in the vineyard", built*

*around leaders of change (mayors, cooperatives, dynamic NGO, village leaders) able of uniting and mobilizing other local actors. This will lower the dispersion of our actions and facilitate their more efficient and wider spreading over the territory.*

***Two dissemination tools:*** *Along with this shift/concentration of our presence on the ground, we are building two efficient tools to help us accelerate the transmission of our actions in the region and beyond. First, we will be launching a Practical School for Territorial Development who will bring together players of multiple interests and background beyond the clusters that we mentioned above. Second, we are building "Communities for Development" which will foster a more direct interaction between the territory and the diasporas. These Communities will bring together, transnationally, local development players and the diaspora that has left the territory. These Communities for Development will be built around a web portal which will encourage the exchanges of information and best practices between local stakeholders, social crowdfunding, and impact investment opportunities for the diaspora and beyond. This connected community will be built around concrete projects spanning all fields of development, both in Morocco and in Europe.*

***M&D is in full renewal of its development approach in the territory****. This renewal is carried out in line with its principles and beliefs in the values of participation, accountability and empowerment of local stakeholders. These values and the necessity of adaptability drove the change in M&D's response to its new environment.*

# Partie I :

# Les migrants acteurs du développement de leur pays d'origine ?[2]

Ce questionnement a surgi dans le débat public au début des années 2000 quand les organisations internationales ont découvert que le total mondial des transferts financiers envoyés par les migrants dans leur pays d'origine représentait un flux trois fois supérieur au montant total de l'aide au développement.

La « pensée du développement » s'est alors enrichie d'un nouvel avatar : les migrants, par leurs transferts, allaient amorcer le développement… lequel allait tarir la migration. Ce bel engrenage n'a pas résisté aux analyses ni aux faits[3]. Aujourd'hui, la question est revenue à des enjeux plus réalistes : les migrants ne pourront jamais *à eux seuls* initier le décollage de leur pays d'origine. Mais une fois le mouvement amorcé au niveau national, ils peuvent soutenir le développement conçu comme *phénomène endogène* à chaque société : maintenant que le décollage est advenu en Chine, les chercheurs, entrepreneurs, commerçants et détenteurs de capitaux de la diaspora chinoise concourent activement au développement de leur pays d'origine.

En l'absence de dynamique de développement du pays dans son ensemble, l'action des migrants ne peut avoir des effets significatifs que si elle est *concentrée à l'échelle d'une région*. De par leur vie à cheval entre Sud et Nord, ils ont la connaissance de leur société d'origine et, par cette appartenance, ont la légitimité pour transmettre les savoirs acquis au Nord, en les décodant et recodant aux

---

[2] *Hommes & Migrations*, numéro 1303. Diasporas marocaines : « Des migrants marocains acteurs du développement, un nouveau regard sur la migration et sur le développement ». Yves Bourron et Jacques Ould Aoudia (secrétaire général et président de Migrations & Développement). Septembre 2013.

[3] Ould Aoudia J. (2011), « Migrations et Développement : fantasmes et réalités d'une pratique sociale universelle » in « Le Maghreb dans les relations internationales », *K. Mohsen-Finan (sous la dir. de), IFRI, CNRS Ed, Paris*. Voir également Mouhoud EM (2012), « Migrations, diasporas et développement », - *Afkar / Ideas 34 - /06/2012.*

normes de leur pays d'origine. Les migrants qui s'engagent ainsi dans la région d'où ils viennent peuvent, à l'échelle d'un territoire, prendre une part majeure à cette élaboration endogène du développement.

## Une structure, créée dans le milieu des années 80, illustre ce processus.

Depuis près de trente ans, une poignée de migrants marocains et de non-migrants vivant en France anime une action de développement rural dans l'Anti-Atlas marocain. Une région connaissant le taux de pauvreté monétaire le plus élevé du pays[4], affectée depuis le milieu des années 70 par la sécheresse. Une région qui a envoyé dans les villes marocaines et par-delà les mers des dizaines de milliers d'émigrés depuis cinq décennies.

Sous l'impulsion de Jamal[5], ouvrier dans une usine d'aluminium des Hautes-Alpes, formé par le syndicalisme français et rompu aux négociations sociales, une association est créée en 1986 : « Migrations & Développement » (M&D), basée à Marseille[6]. L'association n'est née ni d'une intention généreuse, ni d'un modèle théorique mais d'une pratique sociale ancestrale : garder le lien avec le territoire.

Parmi les premiers au monde à établir conceptuellement le lien entre 'migration' et 'développement', les initiateurs de M&D ont mené une action de *développement* au Sud dans la région d'origine des migrants de l'association[7], combinée au Nord à un travail *d'intégration* à la société française, à travers un réseau d'associations de migrants marocains.

Petit à petit, l'action s'est professionnalisée, réunissant des compétences diverses, souvent bénévoles : ingénierie, gestion… Des fonds publics et privés ont été

---

[4] Source : Haut-Commissariat au Plan, Maroc.

[5] Yves Bourron, *Jamal, un migrant acteur de développement, la revanche du territoire,* Publisud, 2011 Paris.

[6] http://www.migdev.org/

[7] De Tiznit à Tinghrir, de Marrakech à Tafraout, soit deux fois et demi la taille de la Belgique.

obtenus, qui s'ajoutent aux transferts que les migrants effectuent pour les projets collectifs dans leur village d'origine.

D'emblée, l'association a été *ouverte* aux non-migrants ou à des migrants provenant d'autres pays, ce qui accroit sa crédibilité au Nord comme au Sud et augmente ses capacités d'intervention.

## *Aoumar AKIAW, pionnier du désenclavement*

*Natif du douar Trste, commune de Jannar, (Ouarzazate)**,** Aounar Akiaw est parti en France en 1972. Il a travaillé durant 17 ans chez Simca à Poissy où il est devenu commercial. Puis il s'est mis marchand ambulant à son compte, avant d'acheter une boulangerie à Clichy puis un commerce à Saint Ouen. Son histoire familiale est émaillée d'allers-retours entre la France et son village. Il prend sa retraite au Maroc.*

***Habiter au bout du monde.*** *De 1972 à 1985, lorsque Aoumar Akiaw, rentrait au village pour les vacances, il était toujours confronté au même problème, il devait laisser sa voiture à 50 km du village au bord du goudron, organiser une caravane d'ânes pour transporter sa famille et ses bagages et payer quelqu'un pour garder sa voiture, bref c'était une véritable expédition.*

*Du fait de son travail en France de commercial, qui l'amenait à sillonner les routes, à rencontrer beaucoup de migrants, il a acquis la conviction qu'aménager une piste pour désenclaver son village était la solution pour le développer. Il a donc l'idée de faire une route et il est prêt à payer pour cela. Il sollicite l'aide des jeunes du village*

*mais rencontre beaucoup de résistances, car disent certains, si on fait la route, cela va faire venir les autorités au village. En outre, le tracé obligerait à déraciner des noyers… Aoumar Akiaw met toute sa force de conviction en œuvre, il explique comment en France les routes ont changé la vie des gens et la moitié du village se dit d'accord avec le projet de route. Il va donc rencontrer le Caïd pour obtenir son appui.*

***Une guerre de tranchée*** *« Lors du traçage de la route avec un ingénieur missionné par le Caïd, les opposants au projet nous ont attaqués avec des pierres. Lorsqu'on a fait le marquage, le lendemain, ils avaient tout effacé ; j'ai racheté des piquets, je les ai plantés la nuit. On a donc commencé le travail avec ceux qui étaient avec moi Les autres ont adressé une réclamation au ministère de l'Intérieur contre moi et le Caïd. J'ai été convoqué par le Gouverneur : « Qu'est-ce qui se passe ? C'est l'anarchie ». Je lui ai répondu : « Nous ne faisons pas de l'anarchie, on a vu en France comment c'est organisé. Quand on a un malade au village, on doit le porter sur 50 km ». Le Gouverneur a donné son feu vert et un accord a été signé. Le Caïd a mis à disposition ses services techniques et un tractopelle, j'ai payé les matériaux et embauché la moitié du village pour travailler, l'autre moitié a continué à s'opposer soutenus par les gens de Casa ou de Rabat [les migrants de l'intérieur]. Ces derniers déposèrent une plainte au Gouverneur, qui les fit emprisonner, car cela se passait au moment des émeutes de 1981 et il a confondu les 2 problèmes. Je suis allé le voir pour qu'ils soient libérés. A partir de ce moment, on a pu travailler tranquillement. Il a fallu 6 mois pour faire la route. Les gens ont pu voir l'impact de la première piste en terre et ils ont gagné plus d'argent car ils ont pu mieux écouler leurs productions aux commerçants de la ville. »*

***Le village réconcilié.*** *« En 1990, l'Association villageoise a été créée. On a mis 4 ans pour collecter l'argent nécessaire. En 1994 on a loué un tractopelle et quand les gens ont vu que les travaux commençaient, la collecte s'est accrue rapidement : tout le monde voulait pouvoir dire qu'il avait participé. En septembre 2012, la route a été encore aménagée et on a fait une piste de 7 km qui relie la route nationale Taroudant - Marrakech et un village avec un grand marché. La collecte était plus facile : il y a eu des bienfaiteurs de Casa et de Rabat mais aussi des gens qui ne sont pas du bled ; les villageois ont apporté la force de travail. »*

***Une passion : le désenclavement.*** *Lorsque Aoumar Akiaw explique avec force détails techniques, le tracé des pistes tous les kilomètres réalisés avec des ponts... il est intarissable et passionné. A la question : « Qu'est-ce que tu cherches avec cette route puis avec les travaux pour l'élargir ? » Il répond d'abord avec une formule religieuse : « Je l'ai fait pour que ce soit compté dans le livre de mes bienfaits. » Et il ajoute : « Je l'ai fait surtout pour l'intérêt général, parce que j'étais convaincu que, sans la route, la misère resterait au village. Le fait d'avoir vécu longtemps en France m'a montré que les gens vivaient mieux, je voulais que ce soit pareil dans le village : si quelqu'un est malade, il a besoin d'un médecin, s'il veut vendre ses récoltes, il peut les apporter à la ville. »*

*Le jour de notre rencontre coïncidait avec la grande fête annuelle du village, il précise que « grâce à la route, beaucoup de gens y assistent ». Lui a préféré répondre à l'invitation du Président de sa Commune et suivre la Caravane des migrants organisée par M&D. C'est la première fois qu'il rencontre cette ONG. Il a pu y voir « d'autres gens aussi têtus que lui » et échanger des idées car, avec l'association de son village, il cherche une solution pour le collège distant de 35 km. Il ne comporte pas d'internat, il voudrait faire quelque chose pour que les filles puissent y aller.*

Des pistes faites et entretenues par les migrants et les villageois (villages d'Aguinen et de Tinguert)

## L'association a construit empiriquement une méthode d'intervention autour de trois principes.

- La *participation* : ce sont les villageois et les migrants qui définissent les priorités, financent une partie des projets et gèrent les équipements créés. Ils se constituent en Association Villageoise, gage de leur *autonomisation* : M&D en fait une condition nécessaire. M&D joue le rôle de coordination auprès des autres partenaires (Communes rurales, administrations, bailleurs) et de médiation entre les acteurs locaux. Elle transfère les compétences nécessaires aux villageois qui gèrent les équipements collectifs créés (ils ont une longue expérience dans la gestion commune de l'irrigation).

- La *solidarité* : les services collectifs ainsi créés sont payants (électricité, eau, irrigation), mais leur accès est *assuré à tous*, y compris aux personnes non solvables par des systèmes d'entraide qui mobilisent les traditions de solidarité, où les migrants ont leur place.

- Le *partenariat* avec les autorités locales : le but de M&D n'est pas de se substituer aux actions de l'État. L'association soutient les actions des villageois et cherche à les articuler avec celles de l'Administration. À terme, l'objectif est de se retirer,

comme ce fut le cas au début des années 2000 pour l'électrification des villages désormais assurée par l'Office National d'Electricité.

La démarche d'un *développement endogène* est là bien présente, à travers l'application de ces principes qui produisent des résultats durables : les infrastructures demeurent en état de fonctionnement ; les institutions créées (Associations Villageoises, institutions de gestion des équipements) survivent après le soutien initial apporté par M&D. Adossée à cette méthode, l'association anime les initiatives de développement en s'appuyant sur les acteurs de terrain les plus dynamiques (migrants, présidents d'Associations Villageoises, coopérateurs, élus locaux…).

Au départ, en 1986, M&D a soutenu des actions sur les infrastructures rurales (électrification, adduction d'eau, écoles et dispensaires) et des activités d'échanges Nord/Sud (chantiers de jeunes). A partir des années 2000, l'association s'est lancée dans le soutien aux activités économiques (irrigation, coopératives agricoles, tourisme rural solidaire). Elle a initié des actions sur l'environnement (assainissement, traitement des déchets, reboisement…) et assuré des formations sur la gouvernance locale (Plans Communaux de Développement). L'ensemble de ces actions menées simultanément aujourd'hui s'intègre dans une *vision d'ensemble* du développement rural sur le territoire.

L'association est 'territorialisée' : elle n'a pas vocation à s'engager à long terme dans des opérations en dehors de son 'territoire de légitimité' délimité par la région d'origine des migrants qui l'animent.

Participation des villageois aux décisions et aux bilan des actions, et séance de sensibilisation pour un projet d'adduction d'eau potable.

## Combiner savoirs traditionnels et apports extérieurs.

Dans ses fondements, l'action est basée sur le *lien permanent* établi entre valeurs traditionnelles et apports extérieurs, principalement des migrants. Parmi ces valeurs et savoirs traditionnels, *la gestion des ressources rares* (eau, terre, énergie), ainsi que le sens de *la solidarité organisée* sont aujourd'hui d'une extrême pertinence au regard des urgences écologiques d'aujourd'hui. Le développement

endogène est ainsi conçu à partir des ressources locales en valeurs, en savoirs, mais dans un esprit *d'ouverture* aux apports extérieurs, des migrants notamment.

Sur ces bases, l'association conçoit le développement comme *un processus d'apprentissage*, qui alimente un flux d'innovations à la fois sociales et techniques[8]. Ce processus est validé et légitimé par une démarche *participative* associant les populations aux programmes, et *partenariale* par la mobilisation de tous les acteurs concernés. Le point clé de l'action est l'articulation entre société civile et Etat, dans une difficile négociation permanente.

Evalué sur près de trente ans, ce travail a contribué à redonner aux populations et aux migrants de ce territoire *confiance* dans leurs potentialités et dans le travail collectif : d'une région hostile à ses habitants où la seule alternative était l'émigration, le territoire devient un lieu qui retient ses habitants, et même qui voit certains d'entre eux revenir.

Au-delà de l'action de M&D, les milliers d'initiatives dispersées des migrants marocains sur tout le territoire ont infléchi la vision que les autorités avaient du monde rural, de ce 'Maroc inutile'. D'une vision qui poussait les ruraux à aller rejoindre les services publics des villes, les autorités sont passées à *une valorisation du territoire* dans son ensemble, avec l'extension de l'école, de l'électrification, de l'adduction d'eau sur tout le pays. Les migrants ont ici joué un rôle certain à l'échelle nationale.

Au moment où les poussées et crispations identitaires se multiplient tant au Nord qu'au Sud de la Méditerranée, cette action montre que l'appui sur les identités des territoires, sur les traditions, peut s'effectuer dans l'ouverture, l'échange, la reconnaissance de l'Autre, en faisant reculer, au Nord comme au Sud, les sentiments de repli, d'exclusion, de peur.

---

[8] Natasha Iskander (New York University), Mohamed Charef (Université Ibn Zohr – Agadir), Hassan Ben Halima (fondateur de l'Univ. d'Agadir) et Mohamed Khachani (Univ. Mohamed V - Rabat) ont participé à la réflexion ici présentée lors d'un Forum organisé par M&D à Taroudannt en mai 2012.

## *Mohamed BOUGHAZI, président de la Coopérative de safran et de lait (Taliouine)*

***Remise en ordre de marche de la Coopérative.*** *Après en avoir été secrétaire (de 2006 à 2009) de la Coopérative de Safran Souktana, Mohamed Boughazi en est devenu président. Il est, par ailleurs, éleveur et président de la Coopérative laitière de Taliouine. Créée par l'Etat en 1979, Souktana a été la première coopérative de safran de la région de Taliouine. En arabe, dans « coopérative », il y a le mot « aide ». Cela fait 25 ans que le malentendu perdure : les gens créent des coopératives pour être aidés par l'Etat qui, d'ailleurs joue le jeu de l'assistanat, en distribuant des subventions à tous les producteurs qui s'organisent en coopératives. En 2006, à sa prise de responsabilité, il y avait 420 coopérateurs adhérents qui n'en avaient que le nom puisque beaucoup n'étaient pas ou plus agriculteurs et que les bénéfices étaient redistribués de façon opaque, essentiellement au niveau du CA. Le premier travail a été de visiter chaque coopérateur, un par un, et d'apurer la situation en particulier du foncier pour vérifier qui possédait et/ou exploitait des parcelles et de quelle dimension. En même temps, un travail a été fait pour expliquer les règles de fonctionnement d'une coopérative. Ainsi le principe des marges et des charges réparties en fonction de la production a été acquis progressivement et le principe du nombre de parts ramené à la production effective des coopérateurs. De 420, le nombre d'adhérents est passé à 96 et, petit à petit, Souktana a remboursé les parts, à ceux qui n'étaient pas producteurs. Aujourd'hui, la coopérative compte 154 adhérents, membres actifs et tous producteurs de Safran. Forts de cette expérience de recensement et du travail de fourmi nécessaire mais fastidieux qu'a représenté cette phase, à chaque Assemblée Générale la liste des entrées et des sorties de la coopérative est scrupuleusement tenue à jour et chaque coopérateur sait à quoi il s'engage. La deuxième phase de la restructuration a consisté à travailler sur la qualité du safran avec les producteurs et à embaucher une équipe de jeunes filles compétentes pour administrer et gérer la coopérative.*

***Nouveaux produits et une démarche qualité.*** *Depuis 2009, Mohamed Boughazi et son équipe se sont attaqués au problème de la commercialisation du safran. Ils ont décidé de travailler sur des produits dérivés pour écouler la production à un prix*

*correct. Ainsi se sont-ils associés avec des professionnels de la confiserie et des cosmétiques pour mettre sur le marché des bonbons au safran, des produits cosmétiques à base de safran. Actuellement, ils travaillent en convention avec une société belge sur un produit destiné au commerce de luxe : le thé au Safran réalisé par une société de Marrakech. Ce nouveau concept prometteur et cette marque de luxe devraient permettre d'écouler 15 à 20 % de la production des coopérateurs. Les exigences de qualité du partenaire ont permis aux coopérateurs de se former à la qualité de tout le processus (production, cueillette, stockage). « Nous pratiquons l'ouverture vers tout entrepreneur qui souhaite gagner sa vie en commercialisant notre production. Localement, nous créons de plus en plus de liens avec les acteurs du tourisme solidaire qui nous adressent leurs clients ou diffusent nos produits. »*

***Veille et innovation technologique.*** *« La Coopérative Souktana travaille sur les innovations technologiques et s'attache à les diffuser localement. Par exemple, les machines qui permettent aux Iraniens, premiers producteurs mondiaux de safran, de produire 160 tonnes de semences par an (alors que la coopérative de Taliouine en produit 3 tonnes) sont à l'étude. Autre gros chantier : la veille et la lutte contre le changement climatique. La culture du safran est une culture délicate qui se développe dans des écosystèmes très particuliers. Le réchauffement climatique commence à poser des problèmes, aussi le goutte à goutte est-il une avancée pour garantir un arrosage adapté et durable. Des techniques de stockage dans des hangars frais et ventilés ont été développées pour maintenir la qualité du produit. »*

***Le rôle de M&D.*** *Selon Mohamed Boughazi* ***:*** *« M&D a joué un rôle de précurseur important dans la commercialisation des produits : en valorisant et en faisant connaître le safran, ce qui a permis une vente à un prix plus équitable pour les producteurs, en formant les acteurs aux techniques de commercialisation. Tous les membres du CA de Souktana ont été formés par M&D. « Le safran, 'culture de rente', culture saisonnière, s'accommode mal avec le développement d'un esprit coopératif solidaire durable sur du long terme, comme celui qui existe au sein de la coopérative laitière. Dans une coopérative, il faut que les membres du Bureau partagent une vision du développement à long terme. L'agriculteur s'intéresse avant tout à la concrétisation à court terme des efforts qu'il a consentis. La culture du safran se déroule par campagne annuelle (sur une période courte dans l'année),*

*ce qui ne facilite pas les actions durables à long terme. L'esprit coopératif est donc difficile à développer. Dans la coopérative laitière où nous produisons chaque jour de l'année et où nous n'avons aucun problème de commercialisation, nous avons mis en place, un fonds d'épargne solidaire. La cotisation est de 20 Dh par mois, nous en sommes à 150 000 Dh d'épargne. Cet argent sert à aider les coopérateurs à couvrir les frais en cas de décès (1500 Dh sont versés automatiquement) et les frais médicaux liés aux opérations (la coopérative prend en charge 50% des frais).»*

***Le rôle des migrants**. Mohamed Boughazi est issu d'une famille très pauvre. Suite au divorce de ses parents, il a dû gagner sa vie, dès 10 ans, à l'issue de sa scolarité primaire, en vendant des poulets. Il a acquis de cette période sombre la détermination de « faire quelque chose pour sa région pour qu'il n'y ait plus de pauvres. » Une deuxième conviction l'anime : malgré ses responsabilités militantes, il a toujours tenu à rester paysan pour gagner sa vie comme les autres coopérateurs. Il ne fait pas partie des gens qui ont d'autres moyens pour subvenir à leurs besoins que leur travail.*

*Ainsi a-t-il une vision mitigée du rôle des migrants dans le développement de leur région. Une des principales difficultés, selon lui, réside dans le fait que les migrants ont d'autres moyens de subsistance que leur travail. Il base son analyse sur la vingtaine de familles de migrants répartis dans les 2 coopératives où il exerce des responsabilités. Alors que tous les éleveurs de la coopérative laitière ont investi dans de nouvelles vaches laitières, qu'ils se sont formés par le biais de la coopérative pour produire un lait de qualité et rentable, en arrivant à produire un litre de lait à 4,5 Dirham… le migrant, lui, le produit à 5,0 Dh. Bien souvent les frères et sœurs restés sur place n'ont pas le souci de la rentabilité puisque la différence de marge bénéficiaire est comblée par les transferts du parent migrant. C'est donc difficile de les entrainer dans ce désir partagé par les agriculteurs locaux de se professionnaliser et de « produire leur vie ».*

*Autre difficulté : les migrants eux-mêmes alors qu'ils ont exercé un autre métier qu'agriculteur, ont tendance à se référer à l'Europe et à penser qu'ils savent tout faire, sans avoir besoin des savoir-faire des professionnels locaux. Mohamed Boughazi, différencie les migrants internes car, en général, ils ne subventionnent*

*pas ou peu les familles, qui doivent gagner leur vie par leur travail. Les migrants pourraient être un atout pour les coopératives car ils ont incontestablement acquis le sens de la rigueur en Europe, mais il est difficile de les impliquer dans le Bureau de la coopérative.*

## Développer une agriculture familiale, performante et durable.

Depuis près de 50 ans dans la région d'intervention de M&D, les pluies sont devenues à la fois plus rares et plus violentes, réduisant les surfaces cultivables, dégradant les sols. Ainsi le village de Tagmoute, installé depuis des siècles au confluent de deux oueds au pied du Mont Siroua, voit-il ses cultures en terrasse détruites par les murs d'eau qui se lancent à chaque crue à l'assaut des berges. Avec les villageois, les migrants et des experts, avec l'administration, l'association souhaite étudier les moyens de domestiquer ces éléments pour préserver la vie dans ce village.

L'attachement des populations à leur territoire, l'implication des migrants, les savoir-faire accumulés, fondent l'objectif de dynamiser l'agriculture de ces régions par une amélioration de l'exploitation de ses ressources potentiellement à haute valeur ajoutée (safran, huile d'olive et d'argan, amandes, plantes médicinales, tourisme rural…), donnant ainsi à ses habitants des perspectives de vie sur place.

Concrètement, cette orientation met *l'eau* au cœur de l'action. *Retenir l'eau pour retenir les hommes*, par la construction de mini-ouvrages hydrauliques avec les villageois : retenues collinaires et petits aménagements sur les oueds à la fois pour réalimenter les nappes phréatiques et briser l'élan destructeur des crues. Cette domestication soutiendra une agriculture diversifiée, intensive en emplois, économe en eau et en énergie, utilisant la fertilisation naturelle. C'est ce que se sont efforcés de faire depuis des siècles les populations locales. Avec un effort de formation dans l'organisation paysanne et l'amélioration de la qualité des produits, ce modèle est celui de l'avenir.

## *Marghine LHOU, pour le maintien d'une agriculture de montagne.*

*« A la suite de ma formation de base en chimie, j'ai travaillé dans une société d'informatique. Par l'intermédiaire du CCFD, je suis venu à Bordeaux en 2004, suivre une formation sur l'accompagnement et la coordination de projets de solidarité internationale. Et, avec des diplômés-chômeurs avec lesquels j'ai fait ces études, j'ai créé l'association ARIEM. Au cours de cette formation, j'ai fait un stage de 3 mois à M&D. Et, par la suite, j'ai créé une autre association SENS : « Solidarité, Echange, Nord-Sud ». Dans notre région d'Imilchil (Province de Midelt) dans le Haut Atlas Oriental, notre projet central, c'est la lutte contre l'érosion pour préserver le patrimoine agricole (21 villages situés dans une vallée, le long d'une rivière, sur une superficie de 30 000 h). A 2400 m d'altitude, il y fait froid, les gens arasent tout pour subvenir à leurs besoins en énergie pour la cuisine et le chauffage ; chaque fois qu'il pleut, les pierres dévalent dans les champs agricoles.*

*« Notre projet c'est de contribuer à augmenter les revenus pour que les gens utilisent le gaz. On a créé des coopératives pour la mise en valeur des produits du terroir (pommes de terre, œufs fermiers…), et une usine de transformation de jus de pommes. Pour notre fonctionnement, on reçoit des petites subventions de la région Aquitaine et du Praosim (FORIM), qui nous permettent de demander de plus grosses subventions au gouvernement marocain.*

*« Pour la lutte mécanique contre l'érosion des terres arables et la destruction de terres agricoles, on intervient en construisant des gabions. On a commencé une étude technique avec Hydraulique Sans Frontières et l'Agence de Bassin, ce qui nous a amenés à développer des seuils biologiques avec des plantations d'arbustes piquant, qui dissuadent les villageois de s'en servir comme combustible et permettent de fixer le sol.*

*Les cultures se concentrent là où il y a de l'eau. Mais elles restent vulnérables aux précipitations qui sont à la fois plus rares et plus violentes. Village d'Aït Boulmane.*

*« Dans l'association SENS, on touche 14 domaines car le développement local, le maintien d'une agriculture de montagne et le refus de l'exode rural supposent de s'attaquer à toutes les causes de la pauvreté. Actuellement, on a deux grands projets : un avec le PNUD sur l'intégration économique et politique de la femme rurale (230.000 €), l'autre avec le FIDA sur l'alphabétisation professionnelle sur 6 ans (240.000 €). On mène aussi des actions sur l'éducation et la santé.*

*« A la suite de ma formation, je suis resté à Bordeaux où j'ai fondé ma famille. Au début j'étais salarié en CDI de l'association, maintenant je travaille sur projet, ce qui me laisse plus de liberté car j'aime le travail de la vigne 2 à 3 mois par an, surtout l'été.*

*« J'ai gardé des relations avec Jamal et d'autres salariés de M&D. Avec eux, j'ai travaillé pour élaborer des sentiers de randonnée pour les touristes « solidaires » et organiser des événements comme le Festival de parapente. Je suis issu d'une région où il n'y avait pas de migrants, hormis quelques uns partis à Marrakech. Peu impliqués, ils sont devenus des urbains. Pourtant, avoir des migrants dans sa région, en dehors de la contribution financière aux projets, c'est une chance car ils transfèrent des compétences. Ce n'est pas parce qu'un projet est bon qu'il va réussir, ça dépend de la culture locale. L'apport des migrants est une force pour l'identification des besoins et le suivi dynamique des projets. »*

## L'action des migrants marocains n'est pas isolée dans le monde.

Alors que s'annoncent de nouvelles crises alimentaires au niveau mondial, après celle de 2007-2008, alors que se multiplient les accaparement de terres à fin spéculative dans nombre de pays du Sud (*land grabbing*), ce modèle *d'agriculture familiale, performante et durable*, longtemps combattu par les organisations internationales en ligne avec les grandes firmes agro-alimentaires qui prônent la spécialisation sur les produits d'exportation et le libre-échange, apparait comme une solution au niveau planétaire[9].

Partout, la question de l'échelle de l'action est cruciale : contrairement à ce qui se passe au niveau national, les actions menées à *l'échelle des territoires* permettent d'associer les acteurs locaux au développement, en tissant des relations de proximité et de confiance personnalisées entre acteurs. C'est à cette échelle que les migrants peuvent s'insérer dans les processus d'élaboration du développement, au niveau individuel ou collectif à travers leurs associations.

Depuis toujours et partout où les migrants s'installent, ils œuvrent pour 'faire quelque chose' avec leur pays d'origine : depuis des actions humanitaires, des aides ponctuelles (achat d'une ambulance, construction d'une école, d'un centre de

[9] Dufumier Marc (2012), *Famine au sud, malbouffe au nord : Comment le bio peut nous sauver,* Ed. du Nil.

soins..), jusqu'à l'intervention dans des programmes intégrés de développement, en passant par des micro-investissements productifs dans leur région d'origine. Au Mexique, au Sénégal, au Mali, à Madagascar, au Laos, au Vietnam, au Cambodge, aux Philippines, au Bénin, au Cameroun[10]… les actions des migrants se consolident autour de projets le plus souvent en zones rurales, puisque c'est de là que proviennent la majorité des migrants dans le monde.

A bas bruit, ces actions menées au niveau des territoires, plus ou moins articulées avec celles financées par l'aide publique au niveau des Etats, élaborent *des solutions nouvelles* en matière de développement à partir des ressources en argent, en compétences, en valeurs, en réseaux que les migrants investissent dans la région d'où ils viennent, tissant ainsi entre Nord et Sud des milliers de liens vivants, en une des dimensions humaines de la mondialisation.

Un fil commun relie l'action au niveau du village aux stratégies nationales : l'élaboration *par les sociétés elles-mêmes* des options de développement, unique clé de leur devenir. La participation des populations, sous de multiples formes, en est la condition opératoire. De par leurs appartenances multiples, les migrants acteurs du développement participent à l'élaboration d'un nouveau modèle de développement dans leur pays d'origine et revalorisent leur statut dans leur pays d'accueil.

*Yves BOURRON et Jacques OULD AOUDIA,*

*Secrétaire Général et Président de « Migrations & Développement ».*

[10] Cette liste n'est pas limitative. On peut en savoir plus en s'informant auprès du FORIM, plateforme qui regroupe les associations de migrants vivant en France agissant pour le développement de leur pays d'origine. http://www.forim.net/b

*A la fondation de M&D, le lien étroit entre **migrations** et **développement** sur lequel s'est construit l'association s'est établie entre Associations de migrants en France et Associations villageoises au Maroc. Ce modèle a généré des innovations majeures, notamment, l'institution des Associations villageoises comme acteurs centraux du développement local.*

*Sur ce modèle, M&D a agrégé autour des migrants des compétences, des énergies, des financements, et cette agrégation, construite de façon non communautaire (ouverte à des non migrants), a permis l'élaboration de projets autour de trois valeurs:*

*1/ le refus de la soumission à la pauvreté et le travail sur les capacités et non sur les manques pour un développement endogène 2/ la participation de tous en partenariat avec les autorités 3/ la revendication de l'identité des territoires combinant un ancrage sur le local et l'ouverture sur le monde.*

*Sur le territoire d'intervention, les actions adossées à ces valeurs ont largement contribué à faire émerger des acteurs locaux, tandis que de profondes mutations affectaient la diaspora : celle-ci est devenue plus instruite, plus féminine, plus individualiste.*

*En résumant, on peut dire que dans la phase initiale de M&D, c'étaient les migrants qui animaient le territoire, tandis que maintenant, ce sont les acteurs du territoire qui mobilisent la diaspora. La problématique s'est totalement retournée, les mots ont changé.*

*Aujourd'hui, au moment du passage de relai entre Jamal le fondateur et Abderrazak le nouveau directeur, nous présentons la capitalisation de ces actions qui a été accompagnée par Odile Balizet que je remercie pour son engagement, la qualité de son écoute et sa perception féconde des changements en cours dans l'environnement de l'association.*

*La restitution de cette capitalisation montre comment M&D intègre les modifications de son environnement et élabore un nouveau modèle tout en restant adossé sur ses valeurs.*

*Jacques Ould Aoudia*

# Partie II.

# Capitalisation de M&D sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine.

*Les mutations profondes de son environnement ont poussé l'association Migrations & Développement (M&D) à prendre du recul et mener, sur un mode participatif, une réflexion sur son action et les nouvelles manières de lier la migration au développement des territoires d'origine.*

*Cette capitalisation sur le rôle des migrants dans le développement de leur région d'origine*[11]*menée d'août 2013 à juin 2014 a débouché sur la production de deux types de textes : 1/ une synthèse de la capitalisation proprement dite et 2/ des témoignages à partir desquels l'analyse a été construite. Ces deux expressions figurent dans le présent document : en recto, le fil de la synthèse tirée de cet exercice de capitalisation, en verso, des récits, témoignages et portraits de migrants. Ces textes traitent la même réalité sous des angles différents, en s'efforçant d'éclairer le cheminement des pratiques et des méthodes de M&D.*

La capitalisation sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine montre que la migration profondément évolué, depuis les premières générations de migrants fortement liés à leur village d'origine occupant la première place dans l'impulsion du développement, jusqu'à la « diaspora connectée » des enfants des générations nées dans le pays d'accueil. Mais la capitalisation montre

[11] Ces documents sont accessibles sur les sites de M&D (http://www.migdev.org/ressources/rapports-et-actes/ ) et du F3E (http://f3e.asso.fr/etudes/1000 )

aussi que le territoire a bougé avec l'émergence de nouveaux acteurs (communes, coopératives, associations de développement local, administrations) de plus en plus capables de prendre la direction du mouvement de développement du territoire. Dans le texte qui suit, sont présentées des réflexions tirées de l'observation de la démarche de M&D, de l'analyse de ses forces et de ses faiblesses et des voies nouvelles à prendre pour s'adapter aux mutations de son environnement.

La partie témoignage est faite de portraits, entretiens, anecdotes. Elle ancre l'évolution du travail de M&D dans des histoires individuelles et collectives qui ont fait bouger le territoire, amorcé sa mise en mouvement pour le faire passer d'un espace que les hommes quittaient pour aller ailleurs à un territoire qui commence à redonner à ses jeunes l'espoir de vivre et de travailler au pays.

Au terme de ce travail de capitalisation, l'association a appris sur elle-même. Un apprentissage qui permet d'une part d'assumer l'héritage de 28 années de pratique de ses fondateurs-développeurs et d'autre part de préparer l'avenir avec confiance dans la capacité collective à effectuer les mutations nécessaires.

## Une action solidement fondée sur des pratiques adossées à des valeurs partagées

Assumer l'héritage, c'est évaluer le double impact des infrastructures collectives villageoises créées avec l'apport des migrants, d'une part sur les conditions de vie des villageois et d'autre part sur la revalorisation symbolique et réelle du territoire et de ses habitants.

C'est ensuite faire valoir qu'il était important pour les migrants de refuser la résignation passive, là où il paraissait difficile à beaucoup d'acteurs de sortir ce *Maroc inutile* de son isolement et de ses pesanteurs conservatrices. M&D a su faire en sorte que les villages intègrent le jeu institutionnel normal dans le cadre de la décentralisation marocaine. La première génération de migrants a gagné cette

bataille en ouvrant la voie, en mettant en mouvement le territoire à partir des villages. Elle peut se retirer fière d'elle-même et de ses victoires.

Après les infrastructures collectives, les migrants ont contribué au développement économique pour un dépassement de l'économie de subsistance en misant sur les ressources de la région pour augmenter les moyens d'y vivre par la production, la valorisation et la commercialisation de produits du terroir et l'amorce du tourisme rural.

Sur tous ces registres, les migrants ont joué le rôle **de passeurs entre les deux rives** de la Méditerranée, aidés en cela par M&D qui a accompagné les associations de migrants en France dans le choix des formes de l'appui apporté à leurs villages. Il s'est agi non seulement d'orienter les transferts monétaires mais de mobiliser des compétences et de mettre en réseau des acteurs du Nord et du Sud. M&D mesure à travers cette analyse que son caractère binational et transnational est un atout majeur pour réussir à conjuguer l'appui au développement endogène des territoires de l'Anti-Atlas et l'ouverture sur l'extérieur.

### *Propre comme un village hollandais ?*

*Chaque année, un émigré de Hollande rassemble les enfants du village. Il leur donne un peu d'argent pour qu'ils nettoient les rues du village. Chaque année, tout est à recommencer, le village est dans le même état de « saleté » à son retour. Lui s'entête, il voudrait que son village ressemble à un village hollandais !*

L'association prend aussi conscience que sa volonté de répondre à toutes les demandes des villageois sur les registres de l'économie, de l'éducation, de la santé, du social et du culturel l'a amené à se disperser, et à entretenir un certain flou sur son identité institutionnelle et son degré d'expertise au moment où émergent de nouveaux acteurs sur le territoire. Elle se questionne alors sur la manière dont elle peut réussir la transition vers une nouvelle période de son histoire comme y invite

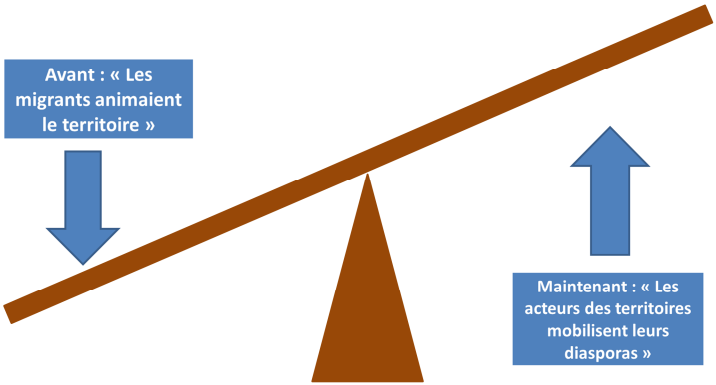
l'évolution de son contexte, tout en restant portée par les valeurs qui ont inspiré son action jusqu'à présent.

## De profondes mutations dans la migration et sur le territoire

D'acteurs principaux de la dynamisation des terroirs, les migrants deviennent aujourd'hui ***des acteurs parmi d'autres***, invités en tant que membres de la diaspora par le ministère des Marocains Résidents à l'Etranger à se mobiliser pour « développer leur pays d'origine » par des politiques publiques qui se cherchent quand les premières générations de migrants l'ont fait de leur propre initiative sans l'impulsion de l'Etat. Qui plus est, les enfants de migrants, né en France, dont on pense qu'ils devraient assurer la relève de leurs parents dans l'appui au développement du territoire d'origine, n'ont pas les mêmes motivations et intérêts à s'y impliquer. Formant « une diaspora connectée », les plus jeunes restent attachés au pays de leurs parents et sont disposés à agir, mais individuellement et ponctuellement sans se laisser prendre par les lourdeurs des associations et les pesanteurs des obligations sociales de leurs parents. Entre les deux générations se consolide une couche de migrants commerçants ou cadres qui, forts de leur insertion économique et sociale dans le pays d'accueil, maintiennent le lien avec le pays d'origine comme « migrant-bienfaiteur » ou investisseur dans l'immobilier, le commerce ou dans une moindre mesure la production.

Au Sud, les mutations sont aussi importantes, avec l'émergence de la **Commune** comme acteur majeur avec les Plans Communaux de Développement (PCD) comme élément structurant, mais aussi celle des coopératives et associations locales de développement. Cette émergence tend *à renverser le lien entre la migration et le développement* : en considérant la diaspore comme « une ressources du territoire» et en les intégrant dans leur PCD, les élus locaux les plus actifs prennent la main sur les dynamiques de développement. Le lien entre migration et développement est permuté : *ce sont désormais les logiques de développement qui interpellent la migration, quand aux origines de M&D c'était la migration qui impulsait le développement*. Ces évolutions que la capitalisation a fortement mis en relief

appellent M&D à avoir une nouvelle approche du territoire et un nouveau positionnement dans les jeux d'acteurs, dans les relations entre les élus et leurs administrés à travers les Associations villageoises et autres organisations de la société civile et avec les associations de migrants, et de plus en plus avec des migrants actifs au niveau individuel.




S'il s'agit d'inscrire l'action dans une logique de développement durable avec le soutien à l'agriculture familiale comme axe principal, ce n'est pas en tant qu'expert des différentes composantes de ce type de développement que l'équipe de M&D peut apporter son concours avec les migrants, mais en adaptant ce qu'elle a déjà fait dans la phase antérieure, à savoir *animer l'approche participative du développement local , coordonner les acteurs, répondre à leurs demandes de formation* en gardant toujours la même perspective *de responsabiliser et autonomiser les acteurs et de stimuler l'innovation*.

Cette adaptation invite à mettre le ***renforcement de capacités des acteurs*** du développement local au centre des préoccupations de M&D ; plusieurs dénominations peuvent être proposées pour caractériser le rôle à jouer, comme facilitateur, catalyseur, animateur, formateur... au travers de situations à créer comme des espaces d'échanges d'expériences, des voyages d'étude, des sessions de formation pratique, avec pour perspective de créer des « *Communautés de*

*Développement Solidaire*». Celle-ci se définit comme un espace d'apprentissage mutuel et d'innovation, un centre de ressources en informations, compétences, projets, financements solidaires et investissements économiques, reliant par un réseau Internet les acteurs du territoire entre eux et avec la diaspora connectée. La création de ***l'Ecole Pratique de Développement des Territoire***» est aussi un espace de renforcement des capacités, complémentaire aux Communautés de développement, en devenant un centre de formation professionnelle pour le développement des compétences tant des responsables politiques et administratifs que des acteurs de base (paysans, artisans, enseignants, animateurs...)

Après avoir équipé les villages en équipements collectifs, il s'agit maintenant de viser le rééquilibrage démographique des territoires en freinant l'exode rural, en donnant aux jeunes d'autres perspectives que le départ vers les villes ou l'étranger. Tel est un des nombreux défis que M&D avec les migrants devraient contribuer à relever.

Dans un passé récent, M&D a démontré sa capacité à revitaliser une société rurale, « à retricoter un tissu économique et social » à l échelle transnationale, de façon empirique et pragmatique. Il est alors tout à fait imaginable que, riche des apprentissages auxquels la capitalisation aura contribué, elle soit en capacité d'écrire une nouvelle page de son histoire

## *Refaire du lien dans les villages.*

*Vendredi après-midi au village d'Azghagh, après la grande prière ! Ne cherchez pas les femmes du village, elles sont très occupées. On entend des éclats de rires dans les maisons. Voici qu'un groupe de femmes en délégation frappe à une porte ! Que peuvent-elles bien faire ? Elles vont se rendre visite tout simplement.*

*Sans doute un vieux rituel traditionnel ? Pas du tout : une initiative pour créer du lien, refaire connaissance. L'évolution de la vie, les belles maisons construites par les émigrés puis par leurs enfants ont fait que, progressivement, les maisons du village traditionnel ont été abandonnées. Dans ce vieux village exigu, on se côtoyait*

*chaque jour, on pouvait s'interpeller d'une maison à l'autre ; les enfants jouaient tous ensemble, toutes les portes étaient ouvertes.*

*Puis la télévision, les lave-linges, lave-vaisselle ont pris le pas sur les corvées souvent pénibles que l'on faisait ensemble. Faire le chemin sous le soleil, dans la poussière pour aller voir ses amies, sa famille est devenue « une corvée » …*

*Bref, après une période d'isolement, les femmes du village ont décidé de réagir. Elles ont tout simplement organisé un système de visites tournantes, par groupe et par quartier, pour que tout le monde se rencontre.*

*Village d'Azghagh : l'ancien village, presque totalement abandonné, et les nouvelles maisons construites par les migrants.*

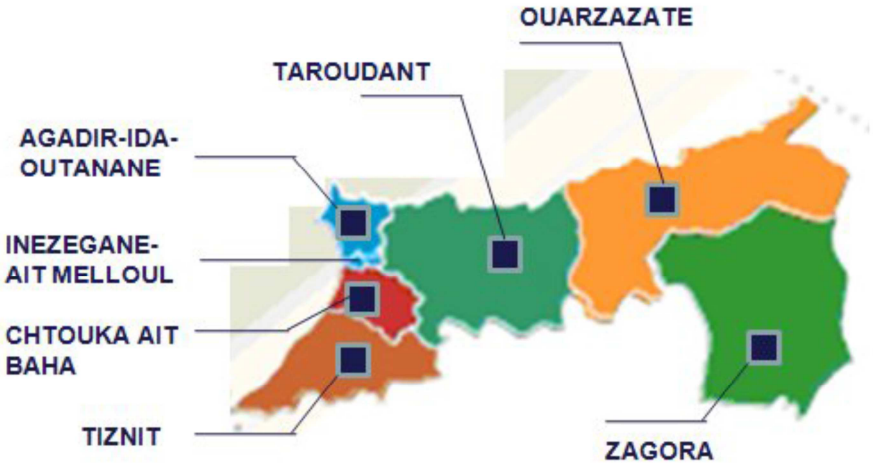
## 1. Le contexte géographique, administratif et démographique

**Le territoire concerné** : Taliouine au cœur de la zone montagneuse de la Région du Souss Massa Drâa (en rouge sur la carte du Maroc), premier espace des actions de M&D.

La région Souss-Massa-Drâa est située au centre du Royaume du Maroc. Fortement charpentée par l'Atlas et l'Anti-Atlas, c'est la porte du désert. Elle est limitée :

- Au Nord, par la région Marrakech-Tensift-Al Haouz
- Au Sud, par la région de Guelmim-Es Semara
- A l'Est, par la région de Meknès-Tafilalet
- A l'Ouest, par l'Océan Atlantique.

## La Région du Souss Massa Drâa contient cinq Provinces :




Le territoire de Taliouine est à l'Est de la Province de Taroudant, au centre de la Région.

Selon le recensement de 2004, la population de la Région s'élève à plus de 3 millions d'habitants, (soit 10.4 % du total de la population marocaine, avec un taux de croissance annuel de 1,7 %).

Au cœur de cette région, la province d'Agadir est sans conteste la capitale de la région. La province de Taroudannt, composée à près de 60% d'une population rurale s'étend sur une superficie totale de 16.500 Km² dont 40% en plaine du Souss et de 60% en zones montagneuses du Haut et de l'Anti-Atlas.

La jeunesse constitue la plus grande partie de la population, 33% des personnes ont moins de 15 ans, 59% ont entre 15 et 59 ans et seulement 8% ont plus de 60 ans

La capitale provinciale, Taroudannt compte près de 80 000 habitants.

La Province de Taroudannt est composée de 89 Communes, dont 8 sont des Municipalités (ou communes urbaines). Parmi celles-ci, Taliouine, commune urbaine d'origine des migrants ayant créé M&D au milieu des années 80. La commune est située à 1.160 mètres d'altitude, dans le massif de l'Anti-Atlas Marocain, et est composée de petits villages (douars) et d'un bourg centre d'environ 6.000 habitants.

### *On ne savait pas s'il fallait rire ou pleurer !*

*« Après l'Indépendance, des conventions furent signées entre la France et le Maroc et s'en suivirent des missions de recrutement opérant dans le bled, en vue de sélectionner de la main d'œuvre. Pour le compte des Charbonnages de France et d'une fédération d'entreprises industrielles (émanation du CNPF), un certain Mora ou Maura a parcouru le Sud marocain et particulièrement le Souss à la recherche de bras solides qui se mettraient au service de la sidérurgie ou l'automobile. Au prix de l'exil, ce recruteur promettait à tous ces travailleurs un bel avenir et ces derniers le croyaient sur parole. Tous les villageois connaissaient ce missionnaire ; les femmes chantaient des chansons ou récitaient des poèmes contradictoires, célébrant selon les cas : le bon type, sauveur des pauvres, qui enrichissait les familles ou le voleur qui kidnappait le meilleur de la jeunesse du pays.*

*« Déjà du temps de la colonisation, des études et des tests avaient été faits dans le Sud de l'Atlas, à la demande de l'armée et conclu que les Berbères, gens qui parlaient peu mais comprenaient vite, faisaient de bons Goumiers [soldats]. Mora et ses sbires venaient donc sélectionner les gens en fonction de leurs bras et de leurs muscles ; ils estimaient leur force et leur santé physique et surtout pas leurs connaissances. Les heureux élus n'étaient certainement pas ceux qui sortaient de l'école car les sachant lire ou écrire étaient plutôt éliminés pour éviter tout risque de les voir se transformer en contestataires ! Non, c'était les plus costaud ! Moins on parlait français, plus on avait des chances d'être disciplinés : on avait déjà, à l'époque, inventé l'émigration choisie !*

*Dans les années 60, j'ai le souvenir d'une séance de recrutement de main d'œuvre. Avec d'autres copains, j'ai regardé, sur la grande place de Taliouine, ces centaines d'hommes rassemblés en plein soleil et en public, comme du bétail. On ne se déshabille jamais, dans notre culture, et encore moins devant un étranger ; or on forçait ces candidats à l'exil à se mettre torse nu. Les deux ou trois, qui n'acceptaient pas de se plier à cette injonction, étaient impitoyablement renvoyés. Les autres faisaient ce sacrifice car ils savaient qu'il fallait en passer par là pour être choisis. Un Mora ou un autre, assisté de deux médecins, assis sur une petite estrade, examinait les prétendants puis les marquait à la poitrine. Pour ne pas risquer d'émeute, le sélectionneur, jouant le secret, tamponnait chacun, qui en bleu, qui en rouge, personne ne sachant à l'avance s'il avait été estampillé avec la bonne couleur. Après l'examen, les hommes se mettaient d'eux-mêmes à l'écart et c'étaient les policiers, matraques à la ceinture, qui annonçaient : « Ceux qui sont marqués en rouge peuvent partir en France, ceux qui sont marqués en bleu rentrent chez eux » ou le contraire !*

*« Nous, les gosses, on regardait ce spectacle : on voyait le bonheur dans les yeux de ceux qui étaient choisis et criaient de joie, parce qu'ils allaient quitter la misère pour s'enrichir, et la détresse dans le regard des autres, les non sélectionnés, qui pleuraient parce qu'ils étaient refusés. Ceux-là allaient rentrer au village ; les voisins les jugeraient : « Vous n'avez pas été choisis, vous n'êtes pas bons » ; leur femme se lamenterait : « Comment va-t-on pouvoir nourrir les enfants ? » En regardant nos pères ou nos frères partir ou rester, on ne savait pas s'il fallait rire ou pleurer. »*

*Yves Bourron : Jamal, La revanche du territoire, Publisud pages 27-28.*

## 2. Les migrants, acteurs du changement avec l'appui de M&D

De 1986 à une époque récente, M&D a su mobiliser les énergies et susciter les transferts monétaires des migrants pour créer une dynamique de développement de leur territoire d'origine qui a fait ses preuves.

**Grandes étapes de la vie de M&D**

| 1986-2000 : Améliorer les conditions de vie | | |
|---|---|---|
| Réalisation d'infrastructures villageoises | Associations Villageoises | Migrants de la 1ère génération |
| | | |
| **2000-2009 : Améliorer le niveau de vie** | | |
| Soutien aux activités économiques ; projets d'investissements des migrants | Coopératives, organisations paysannes | 1ère et 2ème génération de migrants + migrants internes |
| | | |
| **2009-2014.... : Améliorer la Gouvernance** | | |
| Renforcement des capacités, appui à l'organisation de la société civile | Communes (de 20 à 40 villages).<br>Plans Communaux de Développement (PCD) | Diasporas, migrants des 2ème et 3ème génération, migrants internes et internationaux. |

### *L'ambulance du village.*

*En 2008, M&D propose à l'Association villageoise d'Azghargh d'une ambulance bien équipée pour prodiguer les premiers soins et limiter les risques de mortalité lors des trajets vers l'hôpital. Les villageois accueillent ce don avec enthousiasme, une équipe de responsables est nommée, et puis plus rien : pendant 5 ans l'ambulance reste au garage. Personne ne veut prendre la responsabilité de la conduire, de peur qu'il y ait un accident ou que le malade meure pendant le trajet.*

*En 2012, un événement dramatique touche le village : une jeune femme enceinte, ayant des problèmes cardiaques, meurt durant son évacuation vers l'hôpital, en taxi. Le médecin avait pourtant conseillé qu'elle s'installe en ville, un mois avant la date prévue de l'accouchement. Le nouveau-né a survécu et a été pris en charge par les femmes du village. L'enterrement s'est déroulé en présence de membres de l'association « Jeunesse & Développement » de passage au village.*

*Ils racontent avec beaucoup d'émotion ce drame, qui a eu un effet d'électrochoc dans le village. Le décès aurait-il été évité si le transport s'était fait avec l'ambulance. Maintenant quatre chauffeurs bénévoles, très motivés et formés, sont responsables de l'évacuation des malades. Tout le village vante les avantages de ce service.*

## 2.1. Transformer la culture de la migration

L'histoire des migrations marocaines en France montre combien le mouvement migratoire des hommes peu qualifiés est devenu au fil du temps une donnée culturelle, un fonctionnement ordinaire de la société rurale, surtout que le territoire d'origine, l'Anti-Atlas, est vu et vécu comme pauvre, faisant partie du « Maroc inutile ». Bien qu'importants, les transferts monétaires de ces travailleurs ne faisaient que maintenir l'équilibre précaire des familles et les allers-retours vers le pays d'origine, au moment des vacances puis du départ à la retraite, avaient surtout une valeur symbolique, celle de manifester l'attachement au village d'origine et la volonté de maintenir le lien social.

### *Sous l'étendard du migrant...*

*« Dans ma tribu, une personne émigrée faisait vivre 15 personnes laissées sur place, dont sa femme et ses 2 fils, cas assez classique dans le village. Le migrant retraité est décédé. Sa veuve a continué à recevoir la pension de réversion. Mais elle est morte à son tour.*

*« Les fils d'une cinquantaine d'années n'ont jamais eu de salaire : ils vivaient sous l'étendard du père migrant. A la question comment faire pour subvenir aux besoins de la famille, ils n'ont pas trouvé d'autre réponse que de vendre les terres puis maintenant ils pensent à vendre la maison. »*

*Membre d'une association de migrant en France*

L'apport essentiel et original des fondateurs de M&D autour de Jamal Lahoussain aura été de refuser de se dire et se vivre victimes d'un double déracinement par la perte du lien permanent avec les siens et par la difficulté d'intégration dans la

société d'accueil. Il aura été, a contrario, de promouvoir une vision ouverte de la culture de la migration, en posant en acte que la double appartenance spatiale et culturelle pouvait ouvrir toutes sortes d'opportunités et en s'affirmant ainsi comme « passeurs » entre les deux rives de la méditerranée.

### *Pour le développement du pays d'origine*

*« Aujourd'hui les migrants ne sont pas là que pour de la charité ou de l'aide d'urgence, ils veulent le développement du pays d'origine. »*

*Entretien avec M Lhou*

C'est là, semble-t-il, le produit de leçons tirées de luttes syndicales ouvrières qui ont formé le fondateur, leçons portées par des valeurs de solidarité et de refus de la résignation passive. Leurs enseignements sont utilisés aussi bien pour servir l'intégration dans la société d'immigration que pour contribuer au développement du pays d'émigration.

Même si le mythe du retour peut continuer d'émailler le discours des uns et des autres, c'est le mouvement circulatoire entre les deux rives qui continue, avec une population migrante qui a évolué, avec sa féminisation croissante et la diversification des niveaux de qualification.

C'est pourquoi M&D continue d'affirmer à juste titre que son caractère transnational et ouvert sur toutes les origines est son atout principal, pour continuer à être « passeur » entre les associations de migrants et les villageois.

### *Une organisation ouverte.*

*« Ce qui différencie M&D ? Ce n'est pas une organisation communautaire à l'inverse d'autres associations de migrants. M&D a toujours dépassé les crispations identitaires et culturelles et a su construire une culture ouverte sur les personnes de différentes origines culturelles et religieuses. »*

Toutefois, depuis quelques années, M&D constate que les enfants de migrants, pour beaucoup nés en France, n'ont pas le même attachement que leurs parents à leur pays d'origine. Ce risque de délitement du lien peut s'expliquer d'une part par

l'effet de la mondialisation qui incite à « zapper »dans sa quête d'appartenance et surtout par le fait que les jeunes générations ne sont pas dans la logique de la dette (rendre ce que l'on a reçu), qui caractérise le lien des aînés à leur communauté d'origine.

C'est pourquoi lors des échanges que la capitalisation a suscités, certains ont proposé la création d'un musée de la migration et des marocains de l'étranger pour rendre « vivant » l'héritage des migrants de première génération et valoriser l'identité de la société d'origine. C'est aussi une façon de tourner la page de cette première période.

Les 2°,3° voire 4° générations d'enfants de migrants ne sont plus des migrants. Pour autant, ils conservent un lien certain avec le pays d'origine de leurs parents, lien multiple, plus individuel, moins tourné vers le village d'origine mais plutôt vers le pays d'où viennent leurs ascendants. On peut considérer que la plupart d'entre eux forment ce que l'on nomme communément aujourd'hui« la diaspora marocaine à l'étranger ». La question qui est maintenant posée à M&D est de savoir comment continuer à être passeur tout en établissant de nouvelles formes de connexion de cette diaspora avec le pays d'origine.

Autre questionnement à propos du rôle des migrants dans la transformation de la culture de la migration : si, dans la période initiale, les migrants ont réussi, malgré les résistances des forces conservatrices et l'absence de l'Etat, à rompre avec la logique de la reproduction sociale en ouvrant la société rurale sur l'extérieur, ont-ils pour autant freiné l'exode rural et préparé la relève des générations sur place ?

## 2.2. Les migrants, acteurs du métissage entre développement endogène et apport extérieur

M&D a compris, d'entrée de jeu, que l'on pouvait mobiliser l'épargne des migrants en accompagnant les demandes des villageois qui ont porté sur le financement d'infrastructures villageoises (électricité, eau, puis gestion de déchets…). Elle a visé

l'utilité sociale immédiate de ses actions. Des actions, qui plus est, facilement visibles et lisibles.

## *Mohamed BERGOM, citoyen engagé*

*Migrant marocain, né en 1949 au douar Taghuergoste (Commune de Taliouine), Mohammed Bergom a émigré, en 1975, à l'occasion d'une campagne de recrutement. Celle-ci, organisée dans le cadres des accords de main d'œuvre signés par les autorités marocaines et françaises dans les années 60, a contribué à l'engagement de milliers de marocains dans les mines en France.*

*Laissant l'exploitation de ses terres à la charge de ses frères, Mohammed Bergom travaille pour augmenter les revenus de sa famille dans une ville frontière avec l'Allemagne avec des contrats courts renouvelés tous les six mois, entrecoupés de visites au pays ; à cette occasion, il s'implique dans l'organisation de fêtes et de festivals.*

***Premiers engagements.*** *Mohamed Bergom a vite été confronté aux dures conditions de travail dans l'entreprise minière qui l'emploie. L'absence de dialogue social à l'intérieur pousse les ouvriers de diverses nationalités à s'unir et à mener une grève qui dure 25 jours. C'est un moment important dans sa vie et il en parle avec fierté, car cette action a sûrement eu une influence sur ses engagements futurs. C'est depuis la France que M. Bergom a décidé d'investir son argent dans sa région de Taliouine mais il n'a pas voulu se contenter de construire une maison comme font d'autres migrants. Il a voulu réaliser des projets utiles pour son pays. Ses projets de développement font face à des obstacles comme l'absence de courant électrique, le manque d'eau mais grâce à son entêtement, le village bénéficie de l'électricité et de l'eau potable.*

***Son engagement dans les œuvres sociales.*** *De retour définitivement au Maroc, Mohammed Bergom, a ouvert une droguerie dans le centre de Taliouine et s'est engagé dans une suite d'actions philanthropiques et sociales au service des enfants de son pays à Taghuergoste. Edification d'une mosquée, dont il a personnellement supervisé les travaux de construction. Construction d'une classe d'enseignement primaire en l'an 2000. Développement social, économique et culturel comme trésorier de l'Association. Reconstruction d'une partie de l'École coranique et financement de la scolarité des élèves.*

***Engagement familial et la transmission de ses valeurs****. A 65 ans, Mohammed Bergom est à la tête d'une famille composée d'environ 40 personnes : grande famille typique du Maroc, attachée aux principes communautaires et soucieuse de laisser un héritage.*

*Comptant sur trois de ses frères dans tous ses projets, il fait travailler environ 20 personnes, comme saisonniers. Pour conclure, il nous confie son rêve « Je ne souhaite que le bien et la prospérité de la région. Je m'efforce d'être un bon citoyen et je recommande à mes enfants de suivre ma voie et celle de la famille Bergom. »*

Ainsi ont été améliorées les conditions de vie des populations mais aussi un environnement favorable à la création d'activités économiques nouvelles (coopératives...) et au développement des échanges avec l'extérieur.

Pour pertinent qu'il soit, il fallait dans le même temps que cette stimulation au changement soit reconnue et acceptée. A cet effet, M&D s'est employée à ce que les changements introduits soient appropriés et maîtrisés par la population par le biais des Associations villageoises dont elle a appuyé la création et qu'elle a accompagnées jusqu'à ce qu'elles acquièrent leur autonomie.

La période de création des infrastructures collectives dans les villages (1986 à 2000) constitue « l'âge d'or » de la première génération de migrants. Une fois passée cette période, M&D et les migrants disent « avoir mangé leur pain blanc » en découvrant la complexité de la problématique du développement local.

Il s'est agi en effet d'entrer dans le champ de l'économique : soutien au développement des capacités de production , organisation de filières,

commercialisation des produits, gestion et mobilisation des ressources…, dans le champ de l'appui aux organisations de producteurs, dans celui du renforcement des capacités des acteurs, dans celui de la gouvernance et de l'appui aux organisations de la société civile… A posteriori, il est dit qu'était ainsi visé « un développement rural intégré et durable », mais la réalité des choses est que M&D a géré ces problématiques de façon empirique, au fil du temps, dès lors qu'au contact du réel, elle mesurait la nécessité d'embrasser progressivement toutes les dimensions du développement.

Avec l'appui de M&D, les migrants et les villageois *apprennent par l'expérience* sans puiser dans un modèle de référence précis mais en combinant l'économie marchande avec l'économie solidaire selon un mixte d'aspiration au progrès incarné par la société de consommation dans laquelle vivent les migrants et de respect du modèle de la frugalité et de la réciprocité appris dans la société traditionnelle.

### *Valeurs et savoirs traditionnels combinés aux apports extérieurs*

*« Nous empruntons aux conclusions des travaux du Forum de Taroudannt de mai 2012[12] des enseignements sur la méthode adoptée par l'association M&D pour mener ses actions de développement rural : l'action est fondée essentiellement sur le lien permanent établi entre valeurs et savoir-faire traditionnels d'une part, apports extérieurs d'autre part, principalement apport des migrants. »*

*Jacques Ould Aoudia*

A l'exception de quelques initiatives individuelles où des migrants peuvent créer des situations de concurrence faussée avec les producteurs locaux, les migrants appuyés par M&D jouent un rôle de facilitateur, de catalyse, dans la création de partenariats techniques, dans la mobilisation de ressources et dans la mise en réseau des acteurs. Pour mener à bien cette expérience d'appui au développement, les migrants ont aussi mis au service du développement local leur

[12] En avril 2012, M&D a organisé à Taroudannt, avec plus de 300 participants, un Forum de finalisation de son évaluation sur son action de 2000 à 2012, et a défini ses grandes orientations sur la période 2012-2020.

accès à l'information qui facilite la saisie d'opportunités et la mise exergue des potentialités de développement sous-exploitées.

## 2.3. Les migrants porteurs d'innovations techniques et sociales

Sans discourir sur le rapport entre tradition et modernité ni sur les différentes approches de la notion de besoin, les migrants avec l'appui de M&D tablent sur la valeur démonstrative de bonnes pratiques pour obtenir l'adhésion des populations aux changements initiés. Par exemple, M&D ne fait pas de discours abstrait sur « le droit à l'eau » mais soutient les projets d'adduction d'eau potable dans les villages, avec « un robinet dans chaque maison ».

Préparés en cela par M&D, il n'entre pas dans leur stratégie de heurter de front les résistances au changement des détenteurs traditionnels du pouvoir local.

### *Démocratie et citoyenneté.*

*« Les migrants ont accumulé d'autres expériences. Ils impulsent des projets, ils poussent à développer la démocratie et la participation des citoyens. »*

Par le biais de la création des Associations villageoises est initiée une forme de démocratie locale qui légitime les initiatives prises pour promouvoir des innovations. Cette création d'Associations villageoise a pu heurter les structures de gouvernance traditionnelle (la Jemâa qui rassemble depuis la nuit des temps et comme partout dans les structures de pouvoir traditionnelles, les hommes-vieux-riches du village, les notables). Dans tous les cas, des solutions ont été négociées par les migrants et les villageois, en s'ajustant aux rapports de force locaux : cohabitation entre Jemâa et Association villageoise ou remplacement de la première par la seconde. Des conflits sont survenus autour de ces enjeux, mais avec le temps, des compromis ont établi de nouveaux équilibres et les associations villageoises ont gagné droit de cité.

Ces innovations ont porté aussi sur le développement d'activités génératrices de revenus qui sont expérimentées depuis 2000 en partant d'une évaluation

participative[13] des potentialités de l'économie locale, en particulier sur le plan agricole mais aussi de l'artisanat et du potentiel touristique de la région.

Sur des temps courts, la pertinence de ces innovations est appréciée par les populations en termes *d'augmentation des revenus monétaires* qui a largement compensé les charges nouvelles générées par les infrastructures installées : ainsi, l'arrivée de l'électricité rend nécessaire d'augmenter les revenus monétaires pour payer ses factures. L'appui des migrants a porté à la fois sur le développement d'activités sur place et sur la mise en relation avec des opérateurs du Nord, pour exemple le cas du safran. Avec la création en 1997 du Festival du Safran et grâce à la relation établie avec un opérateur italien de commerce équitable[14], le prix du safran payé aux paysans a pu être très sensiblement réévalué.

Sur le plan social, l'appui des migrants a doté les villages d'équipements en matière d'éducation et de santé, avec des batailles à mener pour le financement du fonctionnement par les administrations locales concernées.

Là encore, l'impact de cet appui est rapidement perceptible au regard d'un indicateur simple : l'évolution positive du taux de scolarisation des filles, et au regard des solutions recherchées pour faciliter l'accès à leur éducation (le pensionnat pour les jeunes filles par exemple, sans lequel elles cessent leur scolarisation au collège).

S'appuyant sur la valeur démonstrative d'innovations, les migrants comptent sur l'effet « tache d'huile » par le biais de diffusion de l'information via des voyages d'étude, l'organisation d'échanges d'expérience (« visites croisées ») et même des sessions de formation.

Sur la rive Nord, les associations de migrants sont accompagnées par M&D pour jouer ce rôle d'appui au Sud. M&D œuvre pour soutenir en Europe la formation d'associations de migrants tournés vers le développement de leur pays d'origine. Tout particulièrement, elle soutient les associations de *jeunes issus de la migration*

---

[13] M&D a mené en 1999-2000 une étude sur les potentialités de la région : ECIL (Etude et Capitalisation des Initiatives Locales).

[14] L'organisation CTM Altromercato : http://www.altromercato.it/it

marocaine qui cherchent par tâtonnement à élaborer leur propre mode d'intervention pour manifester leur attachement au pays d'origine de leurs parents, sans reproduire à l'indique le leur. Ce travail a pris de l'ampleur en 2010, avec le soutien du Ministère marocain chargé de la Communauté des Marocains Résidents à l'Etranger, dans le cadre d'un programme visant à former des cadres associatifs marocains vivant en France afin de dynamiser les initiatives de la diaspora. Il s'agissait d'améliorer son intégration dans le pays d'accueil tout en renforçant ses liens avec le pays d'origine. Le ministère marocain a d'ailleurs baptisé ce programme « *Enracinement sans Déracinement* ».

### *A la recherche d'un lien nouveau avec le pays d'origine des parents*

*« Nos parents n'ont pas fait d'études, ils pensaient qu'il fallait donner de l'argent pour réussir le développement.*

*Pour nous les jeunes de la diaspora, cela représente une trop grosse charge, nous avons appris à monter des projets avec M&D au lieu d'assister les familles restées au village, on a choisi de leur apprendre à se débrouiller. »*

*Association Jeunesse & Développement*

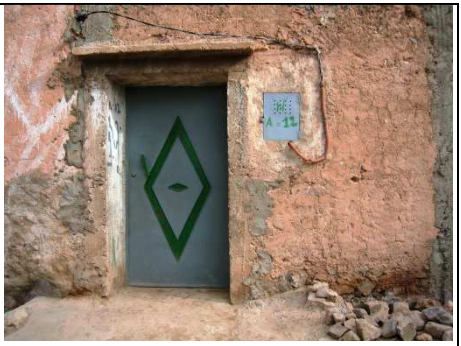
### *Témoignage du premier Président de l'Association villageoise d'Imgoun.*

*« Je suis parti à Paris pour y travailler comme maçon, pendant 13 ans ; en 1983, je suis revenu dans mon village et j'ai continué à travailler jusqu'à ma retraite en 1992… Quand Jamal est venu nous proposer le projet d'électrification, il nous a demandé si ce projet nous intéressait. On a été d'accord et on a créé l'Association. On a réuni la Jmâa d'Imgoun, on a élu le président. Jamal nous a montré nos droits et nous a indiqué quelle devait être notre participation. Il nous a dit que les associations étrangères allaient nous aider, mais il fallait que nous participions à hauteur de 40% des frais. Nous avons travaillé pour l'association : certains ont pu donner de l'argent - on a ramassé 150 000 Dh (15 000 €) - d'autres des heures de travail. On a construit le local du moteur puis le bâtiment de l'association… Jamal*

*venait de temps en temps pour nous aider sur l'aspect administratif, nous faire rencontrer d'autres associations et contrôler le travail. Nous avons acheté un moteur et trente huit personnes bénévoles sont venues de France pour travailler avec nous.*

*« Quand nous avons achevé ce projet d'électrification, tout le monde a fait la fête, Ahwesh, les gens étaient très heureux. Autrefois, dés le coucher du soleil, les gens étaient dans le noir, dans un local sans lumière, ils devaient rentrer à la maison et il fallait allumer la bougie.*

*« Avec l'électricité, beaucoup de choses ont changé dans le douar. Quand on sortait dehors tout était bien éclairé. On a été bien dans la maison, la nuit comme le jour. Les gens n'ont plus eu besoin d'allumer la bougie ou d'utiliser le carbone ou le gaz ou des piles. On a pu acheter des frigos, on a pu regarder les émissions à la TV et être au courant de tout. Les gens ont eu accès au réseau téléphonique et parler avec leurs amis et leurs familles au loin.*



*Local du groupe électrogène et branchement électrique dans une maison (un compteur par foyer). Projet soutenu par M&D, Village d'Awerst.*

*« Après l'électrification, on a construit le dispensaire. Avant, quand on avait un problème de santé, il fallait prendre le taxi jusqu'à Taliouine mais la plupart y allait à pied ou sur un âne et il fallait une journée au soleil pour se rendre à la ville. Certains ne se faisaient pas soigner. Quand le dispensaire a été installé à Imgoun,*

*les gens du douar ont été les premiers bénéficiaires, après ce furent tous les douars des environs Tanfkhkt, Aouerst, Ait Tlha, Aguez, Aghil Nwaman, Ait Rhou. Même si c'était loin, l'infirmier partait en moto pour les visiter tous. Le mardi, les femmes venaient de tous les douars pour faire vacciner leurs enfants.*

*« Puis nous avons réalisé la route. Cela a été très bénéfique, car auparavant quand on allait à Tassousfi, on arrivait couvert de poussières, comme si on avait passé la journée dans les champs, maintenant, Dieu merci, même si tu ne trouves pas de transport, tu peux y aller à pied et tu reviens sans problème.*

*« Durant les années de sécheresse, les sources avaient séché. Or, quand il n'y a plus de pluie, les pauvres ne peuvent plus cultiver. On a construit des barrages [collinaires] pour ramasser l'eau de pluie, pour faire vivre les sources. Si les barrages se remplissent à 100%, la terre et la récolte bénéficient de l'eau, les puits se remplissent…*

*« On peut dire que les femmes sont les premières bénéficiaires du progrès. Autrefois, elles partaient ramasser du bois dans la montagne, le moulin était à la main, maintenant il y a les machines à moudre ; c'est comme à la ville, l'électricité facilite leur vie pour la cuisine. Elles prennent des cours d'alphabétisation.*

*« Grâce à Jamal et à M&D, on a eu de la chance : une association est née, des étrangers sont venus pour nous aider et ça a marché. S'il n'y avait pas eu la création de l'Association Villageoise et l'aide de l'étranger, je me demande comment seraient nos villages ! »*

*Haj Lahcen premier président de l'AV d'Imgoun.*

*Témoignage recueilli par Mohamed Fasfate et Jacques Ould Aoudia, traduit par Saïda Abkar. La Lettre de M&D n°11, 2006*

## 2.4. Les migrants ambassadeurs de la culture berbère

En contribuant avec M&D d'une part à la création de circuits de tourisme rural et d'infrastructures d'accueil, et d'autre part à la valorisation des produits du terroir,

les migrants facilitent la rencontre et l'échange interculturel, la découverte des rites et traditions berbère, l'écoute de la musique et de la poésie locales.

C'est pour eux un moyen de revendiquer et d'affirmer leur appartenance à la culture berbère aussi bien auprès des leurs qu'au sein de la société d'accueil.

C'est pour toute la communauté un moyen de préserver l'identité berbère, non pas dans une perspective de repli sur soi mais d'ouverture sur les autres en assumant qui on est.

***Identité et ouverture !***

*(...) Au moment où les poussées et crispations identitaires se multiplient tant au Nord qu'au Sud de la Méditerranée, l'action de M&D montre que l'appui sur les identités des territoires, sur les traditions, au Sud comme au Nord, peut s'effectuer dans l'ouverture, dans l'échange, dans la reconnaissance de l'autre, en faisant reculer l'exclusion, la peur de l'autre, le repli.*

*Document de synthèse du Forum de Taroudannt, avril 2012.*

Les associations de migrants marocains et M&D encouragent et soutiennent les manifestations culturelles (en France et au Maroc) qui mettent en valeur la langue et culture berbère aussi bien dans ses formes traditionnelles que modernes. Ainsi la «« caravane des migrants » a contribué au maintien des traditions culturelles et à la survie des artistes locaux, poètes, chanteurs, en les sponsorisant et en organisant des fêtes.

## 2.5. La contribution des migrants au développement de leur région d'origine.

L'élan des fondateurs de M&D s'est développé à son départ dans une indifférence des pouvoirs publics, mais les résultats rapidement obtenus, notamment avec les réalisations d'infrastructures, ont éveillé l'intérêt de nombreux acteurs pour cette contribution volontariste et empirique des migrants, qui s'est appuyée sur une

bonne connaissance du terrain, sur la capacité à écouter la demande locale et sur des intuitions de leur leader.

Il a alors fallu expliciter les motifs de cette démarche, la conceptualiser et la formaliser pour transformer cet intérêt en reconnaissance officielle et mobilisation de ressources auprès d'instances nationales et internationales.

Ce faisant, tout en développant cette fonction de relations publiques, les migrants à travers M&D ont su préserver leur autonomie d'action, en se positionnant non comme instruments des politiques publiques ou d'entreprises privées mais comme acteurs autonomes de la société civile soucieux d'un développement rural intégré.

De ce fait, M&D a non seulement expliqué la contribution des migrants au développement de leur région d'origine mais a pris aussi l'initiative d'organiser des espaces d'échange et de réflexion sur leur expérience et de participer à des événements régionaux, nationaux et internationaux qui offrent l'opportunité de présenter l'originalité de cette contribution.

M&D a aussi appris de ces expériences et pris conscience de la nécessité d'une part d'exercer une fonction de veille sur les évolutions afin de garder une capacité d'anticipation et d'autre part d'être « une auto-école du développement ».

### *Mohamed Aït Kandouch : Tinghir et Clichy, deux communes sœurs.*

*Mohamed Aït Kandouch, habitant de Clichy la Garenne (92), est un responsable associatif passionné de développement, mais c'est aussi un expert de la migration de son oasis d'origine, Tinghir. Après des études de géographie à l'Université d'Agadir puis un DEA en aménagement du territoire et gestion des ressources, il termine une thèse sur la migration internationale et le développement de sa région d'origine avec les universités d'Angers et de Rabat.*

*Tinghir (composée de plus de 22 communes et de 3 municipalités) est devenue chef-lieu d'une Province depuis 2010. C'est sur ce territoire traditionnel que Mohamed focalise ses études sur la migration et son engagement militant, en tenant compte de la nouvelle donne politique et économique. Sa région initiale a connu une très*

*forte migration internationale puisque la population regroupe 120 000 habitants dont 30 000 migrants internationaux. Près de 80% de ces migrants sont en France essentiellement dans la banlieue parisienne et à Montpellier.*

*Ce phénomène migratoire massif, qui ne date pas d'aujourd'hui, est dû à un déséquilibre entre une démographie à la hausse et un manque de ressources pour subvenir aux besoins de tous. Les premiers migrants se sont dirigés vers l'Algérie pendant la période coloniale. Après l'Indépendance, ils sont venus en France. Tinghir a connu une seconde vague de migration de travail liée à la campagne de Félix Mora. Enfin les décrets français sur le regroupement familial de 1975, ont changé la tendance pour une migration familiale. Enfin, une immigration clandestine importante, favorisée par les moyens financiers des migrants et de forts réseaux impliqués dans la circulation migratoire, expliquent ce phénomène massif de mobilité humaine.*

*Ces pratiques s'étant développées depuis un demi-siècle avec les pays d'accueil, la région de Tinghir est devenue dépendante de l'émigration des siens. C'est un levier essentiel de la dynamique locale, voire régionale, qui apporte des ressources en finances et en compétences, susceptibles d'accélérer le processus de développement local et l'engagement citoyen des migrants.*

*Une autre particularité des migrants de Tinghir, connue par toutes les banques marocaines, est leur goût de l'épargne. Cependant, ces migrants ont investi dans leur région d'origine. Chaque famille a construit sa maison puis l'argent s'est porté sur des investissements productifs dans le tourisme et dans l'agriculture avec du pompage d'eau... plus pour le prestige que par souci de rentabilité, au point que la nappe phréatique a baissé et l'oasis traditionnel est en train de dépérir.*

***Le tissu associatif ici et là-bas.*** *Coté Europe, à la fin des années 90, neuf associations de migrants ont vu le jour (7 en France, 1 au Pays-Bas et 1 en Espagne), créées par des personnes originaires de Tinghir. Actives par intermittence et selon leurs moyens, elles s'impliquent dans divers domaines (éducation, agriculture…). Côté Maroc, 91 associations locales, nées de la concurrence entre les villages, s'activent sous la bannière d'une fédération FAD. En lien avec les MRE ou des ONG, elles rivalisent à celle qui pourra faire le mieux pour son village.*

*« Génération-Tinghir-France » GTF a vu le jour en février 1998. Son but premier était la mise en place d'actions de sensibilisation pour trouver des solutions au problème d'écosystème oasien et à la gestion de l'eau. Aujourd'hui, les résultats de ces campagnes ont des effets mitigés : coté traditionnel de l'oasis, une certaine discipline commence à être instaurée, mais dans les zones bours, c'est l'extension à tout va, l'individualisme qui prédomine avec des forages de plus en plus profonds et une nappe en baisse permanente. Une victoire cependant : sous notre pression, les élus ont arrêté tout forage, depuis août 2013. L'association dont je suis un des membres fondateurs compte 54 adhérents mais elle regroupe 300 à 500 personnes, lors des manifestations culturelles et festives, voire plus pour des actions en faveur de Tinghir. Quand on l'a créée, tout le monde pensait que notre but caché était politique ; il a fallu 5 à 6 ans pour que les gens aient confiance.*

*« Pour nous, il faut que les associations en France soient un socle d'identité car on est transnational. En 2003, bien que nous parlions de développement local, nous étions dans l'humanitaire et l'assistanat, on collectait et on acheminait du matériel pour aider les associations locales et les écoles.*

*« En 2006, on a récupéré 2 camions pour le ramassage des ordures qu'on a cédés à une commune pauvre de Todgha : Al Oulia. Cette dernière a loué un des camions à la municipalité de Tinghir plus riche. Ce qui a permis de créer 9 emplois en tout. Nous avons créé un fonds mixte de 10 000 €, pour des projets de développement en partenariat avec Clichy. Et pour cette raison, le maire de cette commune est venu en visite officielle en août 2006. Nous avons appuyé également la création d'associations et de coopératives de tapis et de poteries artisanales à Qsar l'Harte. En 2007, toujours avec la mairie de Clichy, nous avons organisé un voyage pour des jeunes afin qu'ils connaissent leur région d'origine et la fasse connaitre à leur amis. On va recommencer avec pour objectifs les questions d'identité et de citoyenneté.*

*« Notre but est de nous impliquer dans la gouvernance locale en tant qu'acteur. En 2013, nouvelle visite du maire de Clichy. Pour les élus des 2 localités, il y a un enjeu politique car beaucoup d'électeurs ont la double nationalité et votent ici et là-bas. Nous espérons bientôt déboucher sur un projet de coopération décentralisé entre les 2 communes. Avec 400 migrants Tinghiriens de France, nous avons lancé une*

*pétition adressée au Roi, au Ministère de la culture, au Gouverneur de la Province, au Consulat de France pour créer un musée de la mémoire des migrations. De la municipalité Tinghir, nous avons obtenu une subvention de 20 000 € et un terrain et du Conseil Provincial 30.000 €. Mais ce projet reste encore suspendu au niveau du ministère des MRE.*

***L'investissement des migrants.*** *« Dans le cadre du PCD (2011) nous avons demandé d'installer un bureau de conseil à l'investissement pour les migrants car les transferts migratoires vont diminuer et il faut développer d'autres alternatives. Cette conception n'est pas encore mûre des deux cotés. Car les premiers migrants, qui n'avaient pas fait d'études et agissaient au nom de la religion et de la tribu, étaient des sentimentaux et ils avaient peu d'idées en matière de projet innovants et utiles (comme par exemple l'investissement dans un garage pour le contrôle technique des véhicules). Par contre, aujourd'hui, dans ma commune, les migrants ont investi massivement ; ils ont construit plus de 20 auberges, même si beaucoup se sont désengagés depuis, faute de rentabilité et d'une gestion insuffisamment professionnelle de ces infrastructures par leur famille restée sur place. Les locaux ne se donnent pas la peine d'être créatifs et c'est dommage. Il faut emmener les jeunes voir des projets réussis ailleurs pour qu'ils aient une autre perspective du développement grâce au migrant qui mettra des moyens à leur disposition. Cela fait partie du projet migratoire de chacun de nous émigrés/immigrés ! »*

*« Clichy entretient des liens importants avec le royaume chérifien… Lors de mes différents déplacements, j'ai été agréablement surpris de rencontrer autant de Clichois, en activité, en vacances ou à la retraite, et heureux d'échanger avec eux. Ainsi, pour le 13 août (Journée des Marocains de l'Etranger), je me suis rendu à l'agence locale de l'Attijariwafa Bank, sur l'invitation de son directeur régional qui recevait ses clients vivant en Europe ; de nombreux Clichois et Levalloisiens étaient présents. » Gilles Catoire, Maire de Clichy.*

## 2.6. Avec l'appui de M&D les migrants mettent en œuvre une intervention solidement appuyée sur 3 principes

Progressivement, toujours à partir d'une démarche empirique, M&D a structuré une méthode d'intervention sur le territoire d'origine des migrants fondée sur trois principes d'action :

- ***Une démarche participative*** : ce sont les villageois et les migrants qui définissent les priorités et qui financent une partie des réalisations. Ils se constituent en *Association Villageoise* (AV) : M&D en fait une condition nécessaire. M&D joue le rôle de *coordination* auprès des autres partenaires (Communes rurales, administrations, bailleurs nationaux et internationaux), de *médiation* sociale au sein du village et entre les villages, *transfère les compétences* nécessaires et assure la *formation* des villageois. Lors de leurs premières actions, les AV ont souvent surfacturé l'électricité afin de constituer une épargne (caisse villageoise de développement et de solidarité) dédiée à de nouveaux projets villageois.

Elles ont créé par la suite de multiples équipements collectifs (notamment autour de l'au et de l'irrigation).

- ***Un principe de solidarité*** : les services collectifs sont payants (électricité, eau, irrigation), mais l'accès à ces services est assuré à *tous les villageois*, y compris aux personnes non solvables, par des systèmes d'entraide formels qui mobilisent les traditions de solidarité, où les migrants ont leur place.
- ***Un partenariat avec les autorités locales*** : l'objectif de M&D n'est pas de se substituer aux actions de l'État sur le territoire. Dans le cadre des politiques publiques (comme l'Initiative nationale pour le développement humain –INDH), le rôle de M&D est de soutenir les actions des villageois et des migrants, et de les *articuler* avec celles de l'Administration. À terme, l'objectif de M&D est de se retirer afin de laisser toute sa place à l'État, comme ce fut le cas pour l'électrification villageoise désormais assurée par l'opérateur national, l'ONE (Office National d'Electricité).

L'application de ces principes – et notamment celui de la *participation* – produit des *résultats durables* : les infrastructures construites avec le soutien de M&D demeurent en bon état de fonctionnement depuis leur création et, surtout, les institutions créées (Associations Villageoises, institutions de gestion des équipements) survivent après le soutien initial de l'ONG.

### *Que faire des terres laissées au pays ?*

*Oussir : une zone bour (non irriguée), en amont du projet d'irrigation du village d'Awerst réalisé par M&D en 2004 ! Depuis 2007, des projets se sont développés ; des petites fermes bien équipées produisent des légumes de saison, de la luzerne, des arbres fruitiers et du safran. Trois familles pauvres d'ouvriers agricoles vivent là. Durant la période de la cueillette et de l'émondage du safran, elles ont l'habitude d'être employées dans de grandes familles du village. Leurs femmes et leurs filles travaillent toute la journée et leur salaire sera un seau de fleur de safran (qui entourent les précieux pistils), à la fin de la journée.*

*Un jour, un migrant du village leur donne une partie de ses parcelles, au sein de la zone d'irrigation : il ne leur demande pas de compensation. Aujourd'hui, ces familles vendent leur production. Avec leur revenu, elles ont creusé leur puits et acheté trois motopompes.*

## 3. Un jeu d'acteurs de plus en plus complexe

La population migrante change, l'Etat est de plus en plus présent, les Communes ont des compétences nouvelles, les élus sont devenus des acteurs incontournables, les coopératives, après un lent démarrage, se multiplient... autant d'évolution du contexte vis à vis desquels M&D a du anticiper ou, pour le moins, auxquels elle a du s'adapter.

### 3.1. L'entrée en scène de l'Etat

Comme dans bien des autres zones rurales de forte émigration, les initiatives développées par les migrants avec l'appui de M&D ont suscité l'intérêt de l'Etat pour cette région du Souss-Massa Drâa, qu'il considérait jusque là comme partie du « Maroc inutile ». Si les migrants avec M&D ont su tirer le meilleur parti de la liberté d'action qui était la leur en début d'intervention, ils n'ont pas souhaité agir sans ou a fortiori contre l'Etat.

Lorsque l'Office National d'Electricité prend le relais de M&D pour l'électrification des villages, les migrants admettent qu'il convient de réorienter leurs investissements sur d'autres demandes de la population. Cette entrée en scène de l'Etat exprime aussi la reconnaissance et la légitimation de l'action des migrants comme pionniers du développement, elle donne aux villageois des gages de durabilité et apaise le sentiment d'abandon.

Lorsque que le Ministère de l'Education recrute comme enseignant titulaire des éducateurs des Ecoles Non-Formelles mises en place par M&D[15] il reconnaît la pertinence et la légitimité de cette action et sa volonté de la prolonger.

Dans le processus de décentralisation en cours, les services déconcentrés de l'Etat comme les structures décentralisées peinent encore à identifier et exercer les nouvelles compétences qui leur sont dévolues, ce qui les amène d'abord à attendre de M&D et des migrants qu'il continuent à ouvrir la voie du changement et ensuite à demander à M&D comme à toutes les autres associations locales, à positionner leurs actions dans le cadre des politiques publiques fixées par l'Etat.

Les migrants sont ainsi invités à changer de posture, d'offreurs de service et d'apporteurs de financements, ils deviennent partenaires qui répondent à des demandes des structures officielles et qui relaient auprès d'elles les aspirations et demandes de la population. Pour autant, ils n'ont pas toujours la reconnaissance voulue et, à coup sûr, ils perdent l'exclusivité dans l'apport d'innovation.

L'Etat marocain, par son Ministère des Marocains Résidents à l'Etranger, se positionne aussi comme interlocuteur de la diaspora marocaine pour établir la connexion entre les migrants et leur pays d'origine. Mais, depuis Rabat, son approche est « nationale », très centralisée, vis-à-vis d'une diaspora abstraite, appréhendée au niveau global sans prise en compte son extrême diversité. L'Etat a encore des difficultés à appréhender l'apport possible de la diaspora au niveau des territoires, là où les migrants peuvent mener, à leur échelle, des actions concrètes de transferts de tous ordres : financiers, commerciaux, normatifs, comportementaux, d'innovations, de compétences...

M&D en reste à son approche par les territoires, comme l'illustre le séminaire organisé en avril 2013 à Marseille sur l'investissement des migrants marocains au

[15] Il s'agit d'un programme de scolarisation des enfants dans les régions enclavées du Maroc, avec des rythmes et des contenus scolaires adaptés au monde rural et à l'environnement berbérophone. Dans l'école du système national, les enfants de ces régions sont scolarisés directement en arabe, langue étrangère. Il en résulte de grandes difficultés dans l'apprentissage.

Maroc dans une approche qui fait du territoire le point de départ et d'arrivée de la démarche[16].

L'initiative nationale pour le développement humain (INDH) vient consacrer le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales dans le processus de promotion de politiques de développement social. Les organisations de la société civile, dont M&D, sont alors appelées à ranger leurs actions sous cette bannière.

### 3.2. L'entrée en scène des Communes et des élus

La Charte communale du Maroc rend obligatoire pour les Communes d'élaborer et de mettre en œuvre des Plans Communaux de Développement (PCD)[17]. Les constats faits globalement sur cette élaboration et mise en œuvre de ces PCD montrent un déficit d'expérience et de compétence en matière d'approche participative et d'appui à l'émergence de projets. Ils montrent aussi que lorsque des consultants externes ont conseillé les Communes, ces plans se fondent sur des diagnostics superficiels et manquent d'une vision globale et prospective du territoire. Avec la Maison de Développement de Taliouine, les migrants avec M&D ont anticipé et ont pu mettre à disposition des élus leur connaissance du terrain et les leçons tirées de leurs expériences déjà réalisées à l'échelle des villages. M&D a acquis empiriquement par des actions de renforcement de capacités des élus, du personnel communal et des acteurs de la société civile, une certaine maîtrise de l'accompagnement des processus d'élaboration des PCD[18].

Il lui revient de systématiser ce savoir-faire pour être reconnu comme médiateur ou facilitateur du processus qui va de l'état des lieux de la commune, au diagnostic des forces, faiblesses, opportunités et risques du territoire, à l'animation d'une

[16] Voir « *Investissement productif des Marocains Résidents à l'Etranger et Développement des Territoires* » - Regards sur les Migrations et le Développement n°1, mars 2014.
[17] Une Commune regroupe de 20 à 30 villages.
[18] Six Communes ont demandé à M&D de les soutenir pour mettre en œuvre les processus participatifs d'élaboration de ces PCD.

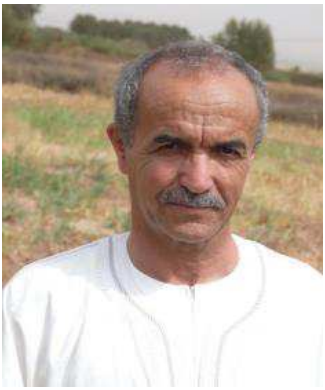
équipe technique globale puis à l'analyse des options de développement pour parvenir à un exercice de planification stratégique et de programmation.

M&D peut aussi mettre à disposition et enrichir son expérience pour contribuer à créer la convergence entre les Plans Communaux et les activités sectorielles des services déconcentrés de l'Etat.

### *La Commune, maillon entre l'Etat et la société.*

*« Avant le développement se faisait du bas vers le haut, maintenant le haut s'est développé, il y a un intermédiaire, la Commune, il faut en tenir compte »*

### *Brahim SAFINI, Président de la Communauté rurale d'Arbâa Sahel*



*« Je suis né dans une famille très pauvre, mais très vite j'ai pris des risques ; à l'âge de 8 ans notre instituteur a demandé qui voulait partir en excursion à Agadir, j'ai tout de suite levé la main, c'était en 1963. Mon père a dû vendre une vache pour m'y envoyer. Rêvant que je deviendrais berger comme mon père, je ne pensais pas continuer les études. Là-bas, j'ai rencontré des enfants de Rabat, Casa ; on était dans un camp à Taghazout, ces enfants parlaient bien l'arabe, moi je ne pouvais pas prononcer une seule phrase, je ne parlais que berbère. Cela a été un déclic.*

*« De retour j'ai voulu faire des études, coûte que coûte. Un instituteur m'a dit : « si tu veux continuer, tu dois aller dans l'école du centre. » Pendant 3 ans, j'ai fait 12 km à pied matin et soir. En 1966, je suis entré au collège. Avec les difficultés de la pauvreté, j'ai fait au moins 20 fois le trajet entre Tiznit et le douar à pied, sans compter les difficultés pour se nourrir tous les jours, sans argent. J'ai résisté comme j'ai pu mais j'ai craqué en 1ière année du lycée.*

*« J'ai été nommé instituteur suppléant, à 300 dirhams par mois, payé en fin d'année. J'ai supporté cette situation dans la pauvreté totale. J'ai préparé mon bac seul puis l'entrée à l'école des instituteurs. J'ai obtenu un passeport et je suis parti par le train faire le tour de l'Europe, dormant dans les gares. De retour, j'ai exercé pendant sept ans le métier d'instituteur ; j'ai préparé l'entrée au CPR pour être professeur de 1ier cycle.*

*« En 1993, nous avons créé une association pour la culture et le développement dont je suis devenu le président. N'arrivant plus à mener de front mon travail d'enseignant et mon engagement, j'ai pris ma retraite anticipée, pour me consacrer à l'association et, avec l'accord de ma femme, je me suis engagé totalement dans le travail associatif. Je n'ai pas d'enfant, j'ai seulement une épouse extraordinaire. C'est grâce à elle qu'il y a des réussites : 34 ans de mariage sans problème. Maintes fois la chance m'a souri.*

***L'engagement associatif dans l'éducation et la santé.*** *Au service des plus pauvres, Brahim Safini poursuit son engagement associatif dans deux directions principales : l'éducation pour permettre aux jeunes de mener jusqu'au bout leur parcours scolaire et la santé où l'association BANI a créé un centre de dialyse puis la maison de la périnatalité à Tinzit.*

*Devenu président de la Commune rurale d'Arbâa Sahel, il nous a fait visiter en compagnie de son équipe communale : le nouveau collège situé face à la mairie, le centre d'hébergement pour les collégiennes et collégiens venant des douars éloignés (avec un système de ramassage par cars scolaires), le nouveau potager pour assurer la cantine scolaire de l'internat servant à la fois d'activités d'éveil des jeunes à l'agriculture et, grâce à la vente du surplus des légumes, d'aide au fonctionnement de la maison des étudiants.*

*Pour tous les projets visités, Brahim Safini et son équipe insistent sur les activités génératrices de revenus qui contribuent à financer les coûts de ces équipements. Ce sens de retour sur investissement, il l'a acquis au fur et à mesure de son parcours associatif ; il ne veut pas trahir la confiance de ses bienfaiteurs car, pour lui, ce sont eux la clé de la réussite de l'association.*

*En plus des donateurs anonymes, migrants internes, qui ont toujours soutenu les actions de l'association, il a noué deux partenariats en Europe, suite à des rencontres fortuites. L'un avec la Commune de Izegem en Belgique : « Cela fait maintenant 7 ans que je travaille avec eux et la confiance s'est installée. On a monté d'abord un projet de sonorisation de la maison de l'étudiant puis on a réalisé un autre local où on a installé les douches et les toilettes. » L'autre avec Mr Robert et sa femme de « Handicap en Liberté » qui travaillent avec une association du handicap de Tiznit. « Ils sont venus nous voir lors d'une de leur visite pour créer une maternité sans risque, avec des médecins de « Gynéco sans frontières ».*

***Un regard sur M&D constructif mais sans complaisance.*** *« Cela fait longtemps que j'entends parler de M&D, j'ai connu l'ONG dans les réunions. Puis j'ai été mandaté par le Gouverneur pour représenter la Province et aller les rencontrer, car leur politique n'est pas seulement des projets mais de la formation et de l'accompagnement. On a fait appel à eux pour un besoin urgent de technicien qui réglerait les problèmes des eaux usées pour le centre et les douars qui l'entourent. Maintenant que les gens sont équipés de compteurs individuels, les femmes consomment beaucoup d'eau et les fosses septiques, quand il y en a, ne sont pas suffisantes ; elles représentent un danger pour les eaux souterraines. Deux bénévoles, à qui on a garanti l'hébergement et la restauration, ont réalisé des études formidables. Je voudrais faire engager par la commune un ingénieur et un technicien mais on n'a pas les moyens de les payer. On a encore beaucoup de projets : aménager le centre de la commune, les routes, le jardin d'enfants.*

*« On attend de M&D qu'elle nous trouve des bénévoles pour l'ingénierie, comme elle l'a déjà fait. M&D dépense beaucoup d'argent pour des choses très importantes mais parfois je suis choqué : des gens viennent chez eux, pour une formation ou un voyage d'échange, et ne pensent qu'à manger ; quand on fait des activités ensemble sur le terrain, ils partent dans leur coin et discutent entre eux au lieu d'écouter et profiter au maximum de la visite. M&D devrait faire un suivi de ces gens, ça ne sert à rien de les faire venir et de les promener, si à la fin, quand ils retournent chez eux, ils continuent à faire les mêmes choses. Quand je vais à Marseille, ce n'est pas pour manger mais pour trouver des idées et, rentré au Maroc, les appliquer. Je conseille à M&D de travailler à assurer la relève avec tous*

*les jeunes car il y a deux freins au développement : Si on attend tout de l'Etat, on continuera à faire 1/3 de ce qu'on a à faire. L'argent des migrants a mal habitué les gens : il n'arrivera plus après leur mort. Les montagnards doivent prendre leur destinée en main. A Tiznit, les gens doivent motiver leurs enfants.*

***Le secret de ma réussite**. « Dans le travail associatif, j'ai réussi à avoir de bonnes relations avec les bonnes personnes. J'essaie par tous les moyens de ne pas trahir la confiance qu'on m'a faite. Quand quelqu'un me demande, quel est le secret de ma réussite, ma réponse : j'ai commis beaucoup d'erreurs. En tant que président, j'ai fait beaucoup d'erreurs dans les recrutements, dans la direction d'équipe. Pour la maison des étudiants, on a changé 4 fois de directeur ; celui qui est là maintenant est bien. A présent, j'ai changé mes méthodes de travail, je ne me comporte pas comme un patron, je laisse de la liberté, je ne donne pas des directives à l'avance. Mais, quand j'embauche des personnes qui ont des responsabilités, il faut qu'elles aient le niveau et, maintenant, je demande le diplôme.*

*« Mes rêves : constituer un groupe de jeunes migrants originaires de Paris. Et, avec l'aide de M&D, constituer un club d'investisseurs pour que les retraités et les banques créent des microentreprises pour nos enfants et une pépinière d'entreprise. »*

En accompagnant ainsi les Communes, les migrants avec M&D renforcent l'impact socio-politique des prérogatives nouvelles des collectivités locales auprès des populations. La place du politique et de l'élu, comme autorités qui incarnent l'intérêt général et ont le pouvoir de décision, est alors implicitement affirmée et s'impose face aux pouvoirs des notables, freins à l'innovation et à l'égalité des droits.

M&D est ainsi amenée à un repositionnement dû au changement d'échelle de son intervention (du village à la Commune) et à la nécessité de s'effacer comme avant-garde, devant une instance légitime (même si les élections restent souvent entachées de fraudes), d'abandonner son statut de leader exclusif dans la conduite du changement.

## 3.3. L'évolution du lien au territoire d'origine

Chacun s'accorde à souligner qu'entre la première génération de migrants qui a fondé M&D et les suivantes (de la 2° à la 4°) les formes de l'attachement au territoire d'origine et de l'investissement dans son développement ont évolué, sans que l'on ait su s'adapter de façon efficace à ces évolutions.

La question qui cherche réponse est de savoir si, dans l'imaginaire de ces jeunes générations quant à leur devenir, jouer un rôle actif dans le développement du pays d'origine de leurs parents peut prendre une place importante et à quelles conditions.

Il y a à cela plusieurs obstacles, en premier lieu les difficultés d'intégration en France. Même avec l'acquisition de la nationalité française, demeure le sentiment de ne pas être reconnu comme citoyen à part entière ; en second lieu, les difficultés dans le pays d'origine de s'insérer dans les règles du jeu local et les faiblesses des politiques publiques de développement au niveau des territoires.

Mais il y a aussi des opportunités à saisir : des jeunes d'origine marocaine réussissent globalement leur intégration dans la société d'accueil. Ils sont pour certains ouverts à un engagement citoyen et solidaire en direction du pays d'accueil comme d'origine. Pour autant qu'ils se sentent valorisés et reconnus dans leur double appartenance, ils peuvent être les fers de lance de nouvelles formes d'engagement de la diaspora.

### *Quelle vision du rural ?*

*« Jusque là, les jeunes qui ont reçu une certaine éducation n'étaient pas forcément dans une dynamique de revalorisation de leur territoire, ils avaient une vision plus ou moins négative du rural.*

*« Aujourd'hui avec les transformations que connaît le Maroc autour de la dynamique territoriale, de la vente de produits du terroir, de tourisme durable, tout ça est favorable à, l'intermédiation culturelle, la valorisation du patrimoine, des produits de terroir, autant de chantiers dans une région encore vierge, sur le patrimoine, qui mérite d'être revigoré »*

Les chantiers de jeunes régulièrement organisés par M&D ont montré la voie pour que des solidarités actives se créent entre jeunes d'ici et de là-bas et pour qu'elles se créent non pas sur des bases communautaires mais sur la prise de conscience du même besoin d'exister dignement ici et là-bas.

M&D s'efforce d'accompagner en France les associations de migrants pour qu'elles soient en capacité de mobiliser les jeunes sur ces principes de solidarité, où le développement local du territoire d'origine des parents ne devient plus un objectif en soi mais un prétexte pour s'engager au service d'une cause, pour autant qu'on ait su la rendre attractive.

### 3.4. Des acteurs locaux plus nombreux et aux capacités accrues

Alors que les migrants avec M&D ont été longtemps pionniers, depuis quelques années émerge une grande diversité d'acteurs locaux, avec des agents de l'Etat plus nombreux et plus actifs, des élus et des personnels communaux, des entreprises artisanales de plus ou moins grande taille, des coopératives, des groupements de diverses natures… Le financement de petits projets par l'INDH, fait émerger également de nouvelles associations locales de développement, notamment portées par des jeunes.

Ainsi M&D a-t-elle été contrainte de repenser son positionnement au sein de cet ensemble où elle fait figure d'association généraliste et polyvalente de développement local qui doit nouer des partenariats avec des associations sectorielles pour mener à bien des projets concrets dans les différents champs d'action.

De fait, il est devenu difficile d'assurer un suivi régulier de ces projets et de mener les partenariats jusqu'à leur terme.

Dans un document interne, l'action de M&D a été qualifiée d'intervention en « taches de léopard ». *« Sur un même espace, les actions n'avaient pas forcément de lien entre elles : ici on faisait une retenue collinaire, là on ouvrait une Ecole-non-*

*Formelle, ailleurs on soutenait une coopérative ou la création d'une adduction d'eau potable, dans un autre lieu on travaillait avec un foyer féminin etc.. ».*

M&D, devenue une association parmi d'autres, a vu une partie de son identité devenir floue. En effet, elle joue de plus en plus un rôle de catalyseur-facilitateur avec des résultats moins palpables et visibles que les actions sur les infrastructures du début de son intervention.

« *Maintenant, les projets sont dans les ordinateurs* », dira le plus ancien salarié de M&D où il conduisait les travaux pour les projets d'infrastructure. Il dira aussi, non sans humour : « *Chargé de projet ? Chargé de projet ? Mais quand est ce qu'on décharge les matériaux pour réaliser le projet ?* »

## 3.5. Une attention soutenue à l'émancipation des femmes

L'approche genre ne figure pas en tant que telle dans la stratégie d'intervention de M&D mais cela ne signifie pas pour autant que le souci de faire évoluer la position de la femme au sein de la société traditionnelle ne soit pas présent.

### *Les femmes debout !*

*« Seul, celui ou celle qui a été privé d'électricité peut comprendre les effets de l'arrivée de lumière dans la maison… En ce qui me concerne, ce qui s'est passé le jour où la lumière électrique est arrivée à Imgoun pour tout le monde est inoubliable et restera à jamais gravé dans ma mémoire.*

*« Pour reprendre la formule de Gisèle Halimi, l'arrivée de l'électricité dans nos villages mettait les femmes debout. La dureté de leurs conditions de travail était plus grande dans la maison que dans les champs. En absence de lumière, le soir, elles étaient obligées d'être tout près du point lumineux, bougie ou bouteille de gaz, pour faire ce qu'elles avaient à faire. Pour fabriquer des galettes de froment par exemple et contrôler leurs gestes, elles devaient se tenir, à cinquante centimètres de la braise. Dans la cuisine, seul l'endroit où elles travaillaient était éclairé, le reste de la pièce était dans le noir. Accroupie en permanence, les ménagères se déplaçaient à quatre pattes, en rampant, comme des animaux, position qui leur*

*écrasait le ventre et générait maux de dos et de ventre. Et en plus, elles inhalaient de l'oxyde de carbone. On ne comptait pas les familles qui s'étant enfermées dans une petite salle fermée, sans aération, pour se protéger du froid, périrent en s'asphyxiant avec ces gaz ; on retrouvait les corps sans vie le lendemain morts alors que la lampe brûlait encore ! Les cuisines des maisons étaient en général sombres sans fenêtres, pour éviter que le vent ne circule trop et génère des incendies. Seul un petit trou dans le plafond permettait à la fumée de s'échapper ; tout était au raz du sol.*

*« Avec l'arrivée de la lumière dans la cuisine, du jour au lendemain, tout est monté d'un ou plusieurs crans et, d'elles-mêmes, les femmes ont mis en place les premiers plans de travail, avec des briques et des planches. Elles ont découvert ce qu'elles ne voyaient pas, la saleté des lieux. Du coup, et souvent de honte, trois jours après l'installation, elles se sont mises à blanchir les murs. Plus les surfaces étaient blanchies, plus la lumière se réfléchissait. La cuisine, lieu central de la maison, devint propre et hygiénique. Dans la foulée, elles ont reconverti le gaz pour l'utiliser à la cuisson des aliments et ont économisé le bois et l'effort pour aller le chercher. Les fours pour faire le pain sont apparus. Un mobilier plus sophistiqué a parfois été apporté par les émigrés puis ce furent les grosses bouteilles de butane qui sont entrées dans l'espace familial ; quant à la petite bouteille, pour faire le thé, on l'a dissimulée dans un récipient conçu et adapté pour elle.*

*« Les occidentaux ont souvent cru que le grand changement opéré par l'arrivée de l'électricité serait l'ouverture sur le monde par la radio ou la télévision ; ce n'est pas faux mais les grandes modifications, y compris au plan psychologique, sont advenues d'abord au sein du foyer et ce, en l'espace d'un mois. Les femmes ont réorganisé leur vie au quotidien et même l'homme dut se faire à l'idée que belle et forte était la femme debout, en face de lui. Les enfants qui, pendant l'hiver quand les jours sont courts, ne pouvaient pas faire leurs devoirs ont également bénéficié de la lumière.*

*« Il ne restait plus à la femme qu'à revendiquer l'arrivée de l'eau dans sa cuisine : l'initiative de l'un qui, pour imiter la modernité, installa un évier et un robinet, même s'il n'y avait pas d'eau, donna des envies à un autre puis à un troisième. Les*

*plus riches commencèrent à disposer un réservoir sur leur terrasse, relié au puits par une pompe, et on vit apparaître de petites installations domestiques privées. M&D a alors proposé : « Si chacun fait son château d'eau, cela va être onéreux ; l'argent que vous dépensez dans des installations individuelles, mettez-le en commun dans des systèmes collectifs. » Ce projet, bien compris par les émigrés, suffit à lancer les programmes eau dans de nombreux villages. »*

*Yves Bourron : Jamal, La revanche du territoire, Publisud pages 27-28.*

## *Fatima OUAHMANE, engagée dans le développement, ici et là-bas*

*« Je suis née à Tilla, un village au Sud, dans la province de Taroudannt. Je suis venue en France en Juillet 58, pour rejoindre mon mari, arrivé en octobre 1957. Comme beaucoup d'autres salariés, employés dans des sociétés françaises au Maroc, les hommes ont suivi leurs patrons, lors de l'indépendance du Maroc. C'est ainsi qu'il est arrivé à St Etienne. Au Maroc, il était chef de chantier, en France il s'est retrouvé simple ouvrier alors qu'il était plâtrier qualifié. Ma sœur était décédée, j'ai pris ses 2 filles avec nous ; depuis l'âge de 5 ans, j'avais déjà émigré à Casablanca… j'ai toujours été une émigrée.*

*« Au début, à Saint-Etienne, on habitait une petite pièce dans un entrepôt prêté par le patron. Les conditions de vie étaient difficiles. Mon mari était un homme ouvert et, dès mon arrivée, alors que je ne savais ni lire ni écrire ni parler français, il m'a dit : « Moi je ramène mon salaire, à toi de tenir la maison. » Dans la cour il y avait une marocaine, qui m'a un peu aidé, mais on peut dire que je me suis débrouillée seule. Mon mari m'a beaucoup soutenu, il en avait dans la tête, il prenait soin de nous, on sortait beaucoup, on visitait la campagne, on allait au cinéma. Avant on n'avait pas la télé, le soir on se mettait autour de la table, on racontait des histoires, il connaissait bien l'histoire du Maroc. En 1968, quand on a enfin eu un logement correct, pour moi, cela a été le vrai début de ma vie en France.*

***Mon parcours associatif en France.*** *« Un jour, j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres une invitation pour apprendre le français ; j'y suis allée, nous avons toutes exprimé nos souhaits ; une femme bénévole faisait les cours pour les femmes, mon mari*

*suivait les cours pour les hommes. Les autres femmes ont peu à peu abandonné, moi, j'ai appris le français pendant un an avec cette dame. A la fin je me débrouillais. C'est comme cela que l'on m'a remarqué puisque je parlais et écrivais français. J'ai rencontré l'association « Echange et Promotion ». Ils donnaient des cours de français et des cours pratiques comme la cuisine. J'ai été invitée à une réunion et on m'a proposé de faire des accompagnements dans les hôpitaux. J'y ai rencontré beaucoup de situations difficiles, j'ai vu comme il était important qu'il y ait des interprètes, à l'époque peu de migrants se débrouillaient en Français.*

*« Pour moi c'était du bénévolat, je pensais que c'était de mon devoir d'aider. Je suis venue ici, sans bagage, maintenant j'en ai un, je peux le partager. Un jour quelqu'un est venu de Lyon pour me proposer de faire l'interprète mais il fallait être mobile, j'ai dû faire un choix : mes priorités c'est Dieu, ma famille, ma maison ; je ne fais rien si je ne peux pas faire la prière, si je ne peux pas préparer le repas pour mon mari, si je ne peux pas suivre le travail de mes enfants. J'ai fait partie de la Crépi (Commission d'examen des projets des immigrés) ; la Préfecture m'a appelée pour être interprète et membre représentant à St Etienne. En 1992, le directeur de l'hôpital est parti en retraite ; à partir de ce moment, il n'y avait plus besoin d'interprète ! Le ciel est tombé sur ma tête : j'ai pleuré 2 mois ; je continuais de m'impliquer à la Crépi, mais après j'ai tout quitté, cette décision m'avait rendue malade.*

***«*** *En 1996, une assistante sociale m'a dit : « Va à la Préfecture, il y a une réunion des droits de la femme ». On m'a proposé une formation de femme-relais, médiatrice. On était 15 femmes, et on a suivi 200 heures de formations gratuites, comme pour l'alphabétisation. J'ai été assidue jusqu'à la fin, même si beaucoup abandonnèrent en cours de route. Suite à cette formation, on a créé l'Association femmes-relais stéphanoises. J'en étais la présidente, pendant 7 ans mais aussi la seule à tenir les permanences, à répondre au téléphone ! En 2010, le Consul du Maroc, m'a proposé un bureau à l'aumônerie musulmane de l'hôpital Nord, pour faire des visites aux malades, aider les familles, mettre en place la toilette mortuaire ; j'ai associé un prêtre et un imam à mon travail. Mais il y a eu un problème entre les 2 imams de l'hôpital, on a tout arrêté.*

***Mon engagement au Maroc**. « J'ai adhéré à M&D il y a 3 ans. C'était mon souhait depuis longtemps. Je me suis engagée parce que dans nos villages, il n'y a pas d'eau potable, il y a des problèmes de santé, des écoles qui ne fonctionnent pas bien. Depuis 1990 déjà, je travaillais avec des groupes de migrants; on a fait tout un travail sur les plantes médicinales.*

*« En octobre 2000, avec une autre femme de Pierre Bénite, j'ai participé à la marche contre la misère à New-York. En 2005, on a fait un voyage au Maroc dans 18 villages et, suite à cela, on a créé l'Association Targhat. La priorité est d'amener l'eau potable dans mon village. J'ai mis en place le dossier avec M&D et les travaux ont commencé. : de l'eau pour 75 familles. Les villageois devaient payer une participation (2800 Dh), grosse somme pour certains. A Saint Etienne, on a décidé de vendre des gâteaux pour récolter de l'argent et aider les plus pauvres à payer cette somme.*

*« Dans mon village, ce sont les femmes qui souffrent du sous-développement, l'ignorance fait la peur. Pourtant, elles sont prêtes à avancer pour leurs enfants. On les a réunies en assemblée, 55 sont venues ; elles nous ont dit : « on veut bien aider mais on ne sait pas comment ? » Ce qui leur manque, c'est quelqu'un pour faire le premier pas. On a créé une association de femmes, Saada. J'en suis devenue la présidente parce que je suis une migrante. »*

Au fil du temps trois leviers ont pu être utilisés pour faire évoluer cette position :

- une féminisation croissante de la population migrante avec la politique de regroupement familial. Bien des femmes immigrées ont joué en France un rôle actif dans les associations locales pour y réussir leur intégration. Lors des séjours au pays et à travers le lien maintenu avec les femmes de leur village, elles ont insufflé l'aspiration à plus d'autonomie ;

- la nécessité de mobiliser les femmes dans les projets villageois liés à l'eau potable : sensibilisation à l'économie d'eau, à l'hygiène... Les femmes apparaissent sur ce terrain comme des acteurs majeur du changement.

- l’implication croissante des femmes rurales dans des activités génératrices de revenus et l’émergence de groupements féminins (foyers féminins notamment) ont démontré leur capacité à réaliser et gérer elles-mêmes des projets.

### *Femmes et gouvernance villageoise.*

*« Les femmes ne sont pas représentées dans les Associations villageoises ; elles ne peuvent pas aller chez le Président. Ce serait mal vu si elles disaient : « nous voulons faire ça ». Mais, indirectement, elles font passer leurs idées par leur frère ou leur mari. Les hommes savent que les femmes critiquent et ça ne les dérange pas ; c’est normal, elles font parties du village. Il est arrivé qu'un homme dans une assemblée générale ou dans une réunion de l'association dise : « voila, les femmes pensent que… » et les hommes acceptent.*

*L'arrivée de la parabole a changé beaucoup de choses même dans les relations entre garçons et filles. Autrefois, une fille ne pouvait pas aller parler à un garçon, sans avoir honte, maintenant c'est devenu une chose banale, normale. Tu les vois ensemble en train de parler d'amour : ils ont trouvé leur moyen de communication ; ils parlent en arabe égyptien et plus en berbère, comme ça les vieilles dames ne comprennent pas ce qu'ils se disent. »*

*Fatima Benlahcen, Lettre de M&D de 2008.*

*Les femmes participent aux réunions communes. Village de Tinfate, juin 2005.*

***Une journée exceptionnelle.*** *« Au début, en 1995, quand je suis revenue dans le village où j'avais vécu, l'Association villageoise existait déjà. Il était impensable que les femmes assistent à une réunion en présence des hommes ; c'est quelque chose qui ne se faisait pas. La première rencontre, comment dirai-je, « mixte », s'est déroulée lors d'une formation, organisée par M&D. Pour la première fois, en 1998, des femmes assistaient à une réunion d'Associations villageoises d'hommes et ça a été vraiment une journée… exceptionnelle. La première fois que des femmes parlaient devant les hommes. Oh, là là, ça n'a pas été facile !*

*« Quand nous sommes entrées, ils nous ont regardées comme si on voulait leur faire quelque chose de mal. On ne s'est pas assises à côté d'eux ; on s'est mises loin et derrière. Nous, ça ne nous dérangeait pas, on savait bien il fallait faire comme cela pour y arriver. Au début, on a assisté, surtout les deux premières heures, sans parler ; juste on écoutait, mais petit à petit, de temps en temps, on a donné notre avis. »*

*Amina, Lettre de M&D de 2008.*

Par l'entremise de la représentation des groupements associatifs féminins, les femmes accèdent aux espaces de parole et de prise de décision. Ainsi, elles intègrent les instances de gouvernance des Associations villageoises « en tant que Présidente de... », tandis qu'elles ont encore des difficultés à y être intégrées en tant que telles. Elles y exercent une influence certaine pour que soit satisfait le besoin d'éducation et de formation, en particulier pour que les filles puissent vivre une scolarité complète et accéder aux mêmes possibilités d'autonomisation que les garçons.

*« … il ne faut pas voir les femmes locales comme des pauvres. Elles ont des revenus avec leurs activités, ce qu'il faut viser c'est de leur donner les moyens de ne plus*

*dépendre financièrement de leurs maris, mener des actions de développement et pas d'assistanat »*

## *Rachida BOUSSINE, jeune militante du développement local*

*Rachida Boussine est fonctionnaire dans la Commune d'Ammelne, à proximité de la ville de Tafraout, dont elle est originaire. Elle est fière de vivre et de travailler au pays. Mais comment a-t-elle réussi à réaliser son rêve de revenir et construire sa vie sur place ? Impliquée, pour la première fois dans l'association organisatrice du Festival de Tifawine, elle assure au sein d'une équipe de jeunes, tous volontaires, le secrétariat et la communication avec l'Etat. .*

*Native de Tafraout, Rachida a passé sa scolarité primaire à Casablanca avec ses oncles migrants. Ses parents se sont séparés. Elle n'est pas peu fière de dire que sa mère est la première femme à avoir pris l'initiative de divorcer en ne réclamant rien si ce n'est la garde ses deux filles.*

*Revenue à Tafraout avec ses enfants, la mère de Rachida, qui est une femme très active et déterminée, s'associe avec d'autres femmes pour travailler dans l'argan. La coopérative créée est une première à Tafraout et un exemple pour la région. Beaucoup de femmes et d'associations (dont M&D) viennent les rencontrer pour s'inspirer de leur expérience. Après ses études secondaires, Rachida poursuit ses études à Agadir où elle étudie, non sans sacrifices, l'informatique. Elle trouve du travail sur place en tant que vacataire formatrice informatique puis dans un laboratoire de cosmétique, mais son rêve de revenir à Tafraout la poursuit. Elle*

*passe alors l'examen du Ministère de l'Intérieur des Agents des collectivités locales avec succès. Parmi les 12 reçus, Rachida choisit le poste de technicienne troisième classe à la Commune d'Ammelne, au grand soulagement des autres lauréats, car personne ne voulait être nommé à Tafraout. Là, elle doit surmonter un nouveau défi : elle est la première femme à intégrer un poste aux services techniques de la Commune. Heureusement, a été nommée en même temps qu'elle, une autre femme qui est son assistante. Après plus d'un an dans ce poste, elle est fière d'avoir fait tomber les préjugés au sein de son service et d'avoir réussi son intégration.*

***Militante du développement.*** *Rachida s'engage dans des associations à but social. Elle est particulièrement sensible à l'emploi des jeunes. Elle est convaincue que ce sont eux, sur place, qui en s'impliquant dans le développement social vont réussir à développer leur région et à stopper l'exode rural. Elle parle en connaissance de cause puisqu'elle-même, dans son enfance, a connu la migration pour ses études et ses premiers emplois avant de réussir à revenir vivre au pays. Selon elle, les migrants jouent un grand rôle dans le développement du territoire : « En investissant sur place, ils créent de l'emploi pour les jeunes. Dans le passé, pour arriver à leurs douars, ils ont créé des pistes qui permettent aux locaux de rester sur place et de se déplacer facilement. »*

*Cependant elle est convaincue qu'il est temps de prendre la relève car « ce ne sont ni les gens de Casablanca ni d'ailleurs, qui savent de quoi les gens pauvres ont besoin ; c'est nous, les jeunes, sur place, qui vivons leur quotidien* ***»***

*Rachida s'est donc engagée dans la création du Conseil des jeunes ADRAR (CJA), dont elle est l'animatrice. Ce conseil est né de la volonté de jeunes des sept communes de Tafraout, en juin 2012, avec l'appui de l'association AIDECO et du PCM (Programme Concerté du Maroc). Il a pour principal objectif la structuration et l'implication des jeunes dans la gestion du développement territorial de Tafraout afin de contribuer à rendre la jeunesse un acteur incontournable dans le développement local et une force d'influence sur les politiques publiques. « Avec AIDECO en partenariat avec M&D, nous créons localement des coopératives de jeunes diplômés ou des TPE et nous travaillons à la promotion du tourisme responsable et au renforcement des capacités des jeunes. Lors d'une formation sur*

*l'accompagnement des coopératives, El Hassan Khaldi (cadre associatif) est venu animer la formation et nous aider. J'étais impressionnée de le rencontrer et très fière lorsque j'ai su qu'il était issu de Tafraout. Depuis, lorsqu'on a besoin d'un conseil on l'appelle. » Son rêve secret : faire revenir sa sœur qui travaille dans un centre d'appel à Casablanca. Car elle pense que la vie sur place est meilleure : « Ici je suis près de ma famille. Il n'y a pas de pollution, on peut manger des aliments bio et, si on en a la volonté, on se groupe pour devenir fort. »*

## 3.6. L'introuvable politique de la jeunesse.

Les mutations que vivent aujourd'hui toutes les sociétés, du Sud comme du Nord, ont entre autres pour effet de les rendre incapables de mettre en œuvre une politique de la jeunesse qui soit autre chose qu'une addition de mesures conjoncturelles et partielles qui ont trait soit à la formation, soit à l'insertion par le travail, soit aux loisirs. Aucune politique portée par un souffle ambitieux qui créé la confiance en l'avenir et ouvre la gamme des choix de vie.

Cependant des talents et des potentialités sont là qui ne demandent qu'à être sollicités ; M&D a agi sur ce registre à travers des chantiers de jeunes, mais depuis qu'il n'y a plus de soutiens publics en France à ces activités, cette activité a été réduite. M&D n'a pas encore trouvé le chemin des nouvelles générations issues des migrants.

### *Les nouvelles générations de jeunes issus de migrants à la recherche de leur place*

*« Les jeunes qui reviennent ont un attachement au pays des parents, mais ils ne se sentent pas à l'aise. Les enfants ont un esprit plus critique, ils vont s'opposer plus facilement, les anciens doivent accepter la critique, les jeunes doivent accepter qu'il y ait une histoire, il faut leur faire une place et pas seulement pour les instruits »*

## 3.7. Une nécessaire évolution de la gouvernance associative de M&D

M&D, association née sous le signe conjoint du militantisme et de la solidarité internationale, aspire à continuer à grandir sous cette bannière. Cependant, il y a une transition à effectuer entre une période de croissance qui court de la naissance à nos jours et une histoire d'accès la maturité à écrire.

Sans aucune intention péjorative, la période initiale peut être qualifiée de juvénile, au sens où comme un adolescent, l'équipe de M&D a mis une énergie débordante au service d'un investissement dans une cause qui dépasse le cadre strictement professionnel, sous la conduite empirique et vigoureuse du principal fondateur.

### *L'engagement à M&D*

*« On n'est pas recruté par M&D disent certains membres de l'équipe (Marseille), on y vient par choix et même lorsqu'on en part, le lien reste maintenu ».*

*Témoignage d'une salariée de Marseille.*

Le passage à l'acte a été bien évidemment le moyen de se prouver à soi-même, collectif militant, et aux autres, que l'on pouvait être socialement utile. L'intuition le dispute à la réflexion, l'affectif au stratégique…

Les changements récents au sein de l'organigramme de M&D, avec le départ à la retraite du fondateur, le passage de relais à un nouveau directeur qui a plus de dix ans de pratique de M&D, et probablement le travail de capitalisation, à sa modeste mesure, permettent de prendre un certain recul, une mise à distance des ressorts affectifs pour combiner d'une façon plus maitrisée professionnalisme et engagement militant.

Malgré la diminution des capacités de suivi des actions (donc des acteurs) en raison de la trop grande dispersion de l'équipe salariée au Maroc et sa surcharge de travail, dues au foisonnement d'initiatives[19], il n'en reste pas moins que les leçons des périodes antérieures constituent un acquis, un capital d'expérience essentiel

[19] Selon une note interne à M&D de juin 2014.

pour la suite. L'impact d'actions conduites durant cette période est déjà évaluable. Accéder à la maturité pour l'association, c'est maintenant consolider ces acquis et s'organiser pour relever les défis auxquels M&D est maintenant confronté.

Il convient de souligner l'importance symbolique mais aussi politique du fait que la direction de l'association soit désormais basée au Maroc. Elle s'affirme ainsi plus comme ONG de développement local que comme association de migrants, qui ne renonce pas pour autant à intéresser la diaspora marocaine à son action.

## 4. Capitaliser pour préparer l'avenir : des défis pour M&D

Le rôle des migrants dans le développement de leur pays d'origine a été mis en exergue dans les pages qui précèdent. Au vu des conclusions d'une réunion d'experts qui s'est tenue à la Villa Méditerranée à Marseille en juin 2014 sur le thème « Pour de nouvelles politiques en faveur de l'investissement des diasporas en méditerranée »[20], le constat est qu'avec M&D les migrants marocains du Souss Massa Drâa ont anticipé sur ces conclusions.

*Le délégué général de l'ACIM[21], co-organisateur de la rencontre a souligné que les transferts des fonds de migrants restent aujourd'hui majoritairement orientés vers la consommation des ménages restés au pays et l'immobilier alors qu'une très faible part est consacrée à l'investissement productif*." (source Econostrum du 25/06/2014). Les participants du séminaire international ont souhaité un changement de paradigme dans la relation partenariale entre l'Europe et les pays du Sud de la Méditerranée : tous ont insisté sur "*la nécessité pour les pays d'émigration de prendre conscience de la plus-value que représentent leurs diasporas pendant que les pays du Nord perçoivent le rôle positif que peuvent jouer*

[20] Organisée par ANIMA et l'ACIM : http://www.entreprendre-mediterranee.com/seminaire-international-investissement-diasporas-25-25juin2014-entreprendre-mediterranee-112.asp?rubrique=Diasporas Cf.(déjà cité) « *Investissement productif des Marocains Résidents à l'Etranger et Développement des Territoires* » - Regards sur les Migrations et le Développement n°1, mars 2014.

[21] http://www.entreprendre-mediterranee.com/

*ces communautés comme passerelles économiques entre les deux rives de la Méditerranée.*"

Ce changement de paradigme, M&D y a déjà contribué et c'est un de ses défis pour l'avenir que de poursuivre sur cette voie. Il importe de souligner l'importance de la bi-nationalité de M&D reflet de la *double appartenance* des migrants qui constitue un facteur de rapprochement culturel essentiel pour faciliter le développement des échanges de toute nature.

### *Abderrahmane ABBASSI, migrant en Suisse.*

*« J'ai fait l'université au Maroc. Comme j'étais un étudiant très engagé politiquement, mon frère m'a poussé à continuer mes études en France car il a eu peur que j'aie des ennuis. J'ai fait une formation en maintenance d'automatismes industriels et je me suis marié avec une française. Quand ma femme a obtenu un poste en Suisse, nous nous y sommes installés mais je n'ai pas trouvé d'emploi. Je me suis alors lancé dans le commerce des sacs à mains sur les marchés puis j'ai acquis plusieurs magasins. J'ai trouvé mon bonheur dans la liberté du commerce où je peux satisfaire ma passion pour le développement.*

***Un festival berbère à Lausanne. «*** *Un jour, j'ai rencontré un copain qui voulait faire connaître la civilisation berbère aux Suisses. Je lui ai dit : « Une conférence ne fera venir que des intellectuels, il faut que cette manifestation soit ouverte à tout le monde ». Après 5 mois de préparation, on a préparé un festival qui a duré 15 jours. On a fait une exposition dans une salle prêtée par la Mairie de Lausanne. Comme on voulait montrer des objets ayant trait à la civilisation marocaine et berbère, on a apporté du matériel. On a mis une tente où on servait le thé, on a organisé des animations avec un atelier conte, de la musique, on a fait un film. Malheureusement, si on a pu avoir des visas pour les anthropologues marocains, on n'a pas réussi à en avoir pour les artistes musiciens. Les premiers sont venus animer des débats sur les relations des berbères avec l'Islam, c'était enrichissant.*

***Education pré scolaire.*** *« En 2003, J'étais en vacances au pays. Des jeunes étudiants marocains au chômage sont venus me trouver pour me faire part de leurs souhaits*

*de créer une crèche. Les parents allaient cotiser et eux apporteraient leur savoir ; ça pouvait donner du travail à 1 ou 2 personnes. J'avais trouvé originale l'idée que les parents cotisent, pour que le projet soit durable et que le fonctionnement soit assuré. Je leur ai donc demandé quels étaient leurs besoins en matériel : c'étaient des éléments de décoration et des jouets que j'avais en double. Je les leur avais donc envoyés. Je suis allé voir l'Ambassadeur du Maroc en Suisse. Il a été étonné de nos réalisations pour l'éducation et les écoles car, pour lui, ce domaine est de l'entière responsabilité de l'Etat marocain. Alors nous avons convenu de nous tourner vers les cours d'alphabétisation pour les mamans. Il a donné de l'argent et on a pu créer la crèche pour que les mamans puissent assister aux cours. Le ministère des MRE nous a également bien aidés ; dans le cadre du codéveloppement, on a mobilisé les gens pour créer 71 classes dans des maisons qu'on loue. Chaque année des éducateurs suisses bénévoles, qui pratiquent une méthode d'apprentissage par le jeu, font de la formation continue pour les animateurs de ces classes. Ils travaillent, chaque fois, sur un thème différent : les enfants difficiles, les hyperactifs, les relations entre parents et éducateurs… Sur place, une femme fonctionnaire fait également de la formation professionnelle, le mercredi après-midi. Pour ouvrir une classe, il faut avoir suivi ces stages car nous tenons à la qualité des apprentissages. Pour les mamans, le ministère de l'Education finance de l'alphabétisation. Cinq associations locales organisent cette action, animée par des femmes marocaines bénévoles et cultivées. Les demandes ne sont pas toutes satisfaites : dans la région de Khénifra, il reste 2.000 enfants non pris en charge par manque de moyens.*

***Santé et développement rural.*** *« Je fais partie de l'association Orange Vert, avec laquelle on a aménagé l'hôpital de Khénifra, (le deuxième du Maroc). Pour réaliser ce projet, on a eu la chance de rencontrer une donatrice formidable, une espagnole mariée à un Suisse d'origine turque qui avait l'expérience de l'Afrique et de l'Amérique latine. Elle m'a demandé quel était mon rêve ? Je lui ai dit : « Equiper les 7 villages qui entourent Khénifra de dispensaires. Cela permettra de désengorger l'hôpital et aux populations de rester sur place ». On a acheté tout le matériel nécessaire, notamment des lits, et monté un système de chambres d'hôpital à domicile ; elle a tout payé, y compris le transport. De 200 à 250 familles en*

*bénéficient. Lors de la journée mondiale de l'immigration, j'ai vu ce que M&D faisait et je me suis dit : il faut développer les villages pour éviter que les gens émigrent et s'entassent à Khénifra. J'ai contacté Jamal qui est venu voir le village. On a demandé aux femmes quels étaient leurs besoins prioritaires, elles ont répondu : « l'eau pour irriguer ». Les familles ont ainsi les moyens de produire des pommes de terre bio ; maintenant qu'il y a des bus, les paysans vont vendre leurs produits à Khénifra. Actuellement on attend l'autorisation pour faire un château d'eau. M&D a donné une bonne image, on est allé voir l'Ambassadeur du Maroc en Suisse, on lui a présenté le projet. Avec vingt familles, on va créer une coopérative pour avoir l'argent du Plan Maroc Vert. Le projet a deux volets, le court terme avec le champ irrigué et le moyen terme, pour des plantations productives, dans 4 à 5 ans.*

***Tri sélectif des déchets.*** *« J'ai eu une autre sollicitation d'un groupe d'étudiants chômeurs, qui voulaient lancer un centre de tri des déchets à Khénifra. On les a aidés à acheter des machines pour couper, compacter et vendre les déchets au kg. Même si on a des problèmes de maintenance et s'il nous manque un consultant pour accompagner le projet, c'est une réussite car on a monté un système, certes provisoire mais qui marche bien, à partir d'une décharge sauvage. On ne paie rien à la commune. Après le collecte, on broie le plastic puis on l'expédie à Casa ou on le traite sur place. C'est bénéfique pour tout le monde et ce n'est plus un tabou d'aller à la décharge et les pauvres qui ramassaient déjà à la décharge gagnent bien mieux leur vie. Les jeunes, à l'initiative du projet, sont salariés mais il reste un problème culturel pour développer entre eux l'esprit coopératif.*

*Ce qui fait la qualité de notre association locale, c'est une volonté d'être utile de la part de cinq bénévoles de 30 et 55 ans. Certes, ils ont trouvé un écho de notre part mais nous n'avons pas de budget propre, nous investissons souvent notre propre argent !*

## 4. Capitaliser pour préparer l'avenir : de grands défis pour M&D pour prendre en compte les changements qui affectent son environnement, ici et là-bas.

## Défi 1 : un changement d'échelle spatiale et temporelle

M&D s'invite à une nouvelle approche du territoire en passant d'une forme d'interventions ***en taches de léopard*** caractérisée par la dispersion géographique à une autre ***en grappe de vigne***, avec des interventions sur divers thèmes mais combinées sur un même espace.

Jusque à, la volonté initiale de répondre à la demande villageoise par « le bas » a induit cette dispersion des actions. Mais l'émergence de nouveaux acteurs comme la Commune induit (et permet), la planification et la conception de projets par « le haut », à tout le moins, selon une vision stratégique au niveau communal (qui représente, nous le rappelons de 20 à 50 village).

Les migrants ont joué un rôle très actif dans la prise en compte de la demande villageoise et dans le choix des villages dans lesquels ils allaient concentrer leurs investissements. A présent, ils perdent le monopole du choix et sont contraints avec M&D d'inscrire leur action dans le cadre des orientations des instances communales et régionale à l'échelle du territoire.

Ils étaient motivés à agir parce que les projets dans lesquels ils s'engageaient s'inscrivaient dans des temps courts avec des résultats tangibles (infrastructures physiques), immédiatement mesurables. Il s'agit à présent de s'impliquer dans des programmes de développement qui visent à la fois l'action sur les conditions de vie de la population et des effets sur le mode de vie, qui s'étalent sur des durées plus longues et dont l'impact n'est pas facilement objectivable.

### *Du « hard » au « soft » : l'action de M&D devient moins visible.*

*« Quand on faisait des infrastructures, on était dans le concret, c'était facile de dire qu'on faisait du codéveloppement, maintenant c'est du discours. En 1980, on avait l'embarras du choix, il y avait tellement de choses à faire, tout était visible dans l'apport des migrants. »*

On est ainsi passé « d'une politique du fait accompli » en l'absence de l'Etat, pratiquée par les migrants avec M&D (au sens où ils ont de facto joué le rôle de

maître d'ouvrage), à une nécessaire acceptation des règles du jeu de la décentralisation dans un espace multi-acteurs.

La question est de savoir si M&D peut apporter une contribution significative à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans et programmes des instances communales et régionales suffisamment attractifs pour que la diaspora marocaine soit motivée à s'y impliquer.

Il importe de mieux connaître cette population, aussi bien les migrants externes que les migrants internes (vivant au Maroc) qui peuvent être les uns et les autres acteurs de rapprochement et facilitateurs d'échanges économiques et commerciaux entre les 2 rives.

### *Une diaspora aux destins qui se diversifient.*

*« Parmi les migrants de première génération en Europe, il y avait une uniformité ; les destins se sont plus vite diversifiés à la deuxième génération en termes de classes sociales. »*

## Défi 2 : Eduquer à la citoyenneté et à la solidarité internationale... sur les 2 rives

Aujourd'hui le constat est simple : il y a distension du lien entre les enfants de migrants et les villages d'origine de leurs parents et il est hors de question de contraindre quelqu'un à s'engager au profit d'un territoire s'il n'en a pas envie.

Face à cela, M&D cherche à donner un contenu concret à l'idée que s'il y a distension, il n'y a pas perte irrémédiable du lien.

### *Des identités multiples*

*« Pour les jeunes, l'attachement identitaire se maintient, mais sur des identités multiples : désormais, on est à la fois français, marocain, européen, musulman, mais aussi montreuillois, ou habitant du « 92 », ou marseillais... »*

*Jacques Ould Aoudia*

A partir du pays d'accueil, il y a à faciliter le transfert de savoir-faire de ceux qui ont acquis une qualification et qui ont envie d'être utiles d'une autre façon que celle de leurs parents ; il y a aussi à socialiser le potentiel d'indignation de ceux qui veulent manifester leur solidarité avec les gens restés au pays qui, comme eux, ne veulent pas être des citoyens de seconde zone.

Certains disent : « il ne faut pas lâcher prise » et proposent de continuer à sensibiliser, à réfléchir pour rendre le territoire d'origine plus attractif pour que les jeunes générations nées en France, s'y investissent dans la logique du programme « enraciner sans déraciner ».

D'autres ont lâché prise, comme ce migrant de première génération *« Nos enfants ont été achetés par la France, je n'ai ni les moyens financiers ni l'instruction pour les racheter »*

L'exemple de l'association « Jeunesse & Développement » montre que des jeunes ont le virus du développement transmis par leurs parents. Ils sont catalyseurs de projets de développement mais pas aux mêmes conditions que leurs parents : ils se sont formés grâce à M&D et sont capables de monter des projets, qui ne leur coûtent pas ou peu d'argent, car ils assument les charges de fonder un foyer dans leur pays d'accueil, ce que leurs pères ne faisaient pas quand ils sont arrivés (avant le regroupement familial).

D'autres encore proposent une approche plus ouverte pour développer une culture de la solidarité internationale pour jeunes de toutes origines.

Au Maroc, une jeune génération de militants du développement émerge, accompagnée entre autre par M&D dans le cadre du *Forum de la Jeunesse* de Taliouine. Cette génération prône la responsabilisation et l'implication citoyenne des jeunes dans le développement humain durable et la vie publique de leur territoire, et s'efforce de contribuer à rendre la jeunesse locale acteur incontournable dans le développement humain durable à toutes les échelles. Cette jeune génération militante, qui a fait le choix de vivre et développer son territoire, peut être un bon appui pour développer une culture de la solidarité internationale à partir du Sud. Beaucoup de témoins révèlent l'extrême pauvreté dans laquelle ils

ont été élevés qui a motivé soit leur exode soit une farouche volonté de vivre dignement au pays en étant des militants de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté.

M&D a conduit son action sur tous les fronts, dans cette même culture de la pluriactivité et de la sobriété, c'est-à-dire en prônant un modèle de développement endogène, qui optimise toutes les potentialités locales en respectant un éco système fragile.

*« Le modèle du développement durable est adapté à l'économie de montagne, il renvoie à la frugalité transmise par les pères. »*

L'Ecole Pratique de Développement des Territoires que M&D crée peut devenir cet espace éducatif où l'on n'acquiert pas seulement un savoir et des savoir-faire mais où on diffuse les valeurs de solidarité, on suscite l'engagement citoyen et on propose l'identification à un modèle d'être humain qui revendique le droit à vivre dans la dignité ; cette école a vocation à être un lieu d'échanges entre les 2 rives.

## Défi 3 : Promouvoir un modèle de développement qui vise l'amélioration des conditions de vie... et l'évolution des modes de vie

M&D se différencie d'autres trajectoires en cela qu'elle est entrée dans le développement en s'attaquant aux conditions de vie des populations et en axant ses actions sur la satisfaction des besoins de base en priorité (accès à l'énergie et à l'eau potable) Cette approche a laissé des traces et le premier réflexe est l'investissement dans le bâti, dans le « dur ». M&D et les migrants, une histoire de bâtisseurs ?

### *Le développement économique*

*« L'économique, on ne savait pas faire mais on savait qu'il fallait y aller ; il faut savoir construire une démarche qui parte de la base et des besoins du territoire, cela demande du temps et ce temps est très compliqué à faire financer par un*

*bailleur. »* Ce faisant*, « M&D a démontré sa capacité à amorcer la spirale du développement dans une zone qui n'avait pas bougé depuis des siècles, il a créé toutes sortes de dispositifs ; un facteur-clé du succès : M&D n'a pas cédé à l'idéologie, M&D n'est pas allé contre le territoire. Maintenant, le territoire est 'à la mode', les choses sont plus faciles. »*

*Un membre du CA de M&D*

M&D s'est investi dans le développement endogène avec toute la complexité que cela implique. Le migrant a joué un rôle de catalyseur, de passeur, parfois il a même bousculé l'état des choses, mais il a aussi été tenté par la prise de pouvoir local et c'est un élément important de la complexité. Ainsi apprenant de l'expérience vécue, M&D découvre des points de vigilance critique eu égard au rôle des migrants. En premier lieu que ceux-ci ne peuvent s'improviser agriculteurs et créer des situations de concurrence déloyale envers les paysans locaux. La pression sur le foncier par des investissements personnels de migrants a pu créer des difficultés d'accès à la terre pour des paysans pauvres.

En second lieu, les migrants ont appuyé à juste titre le développement de la filière safran comme source de production rapide de richesse pour des acteurs locaux, mais sans être peut-être suffisamment attentif au risque de déséquilibre ainsi créé dans une agriculture familiale de montagne qui repose sur la diversification des activités et au risque de dépendance à cette filière.

### *Hommes et femmes autour du safran.*

*Lors de la récolte de safran, certaines femmes ont coutume de mettre de côté une petite partie de la cueillette, sans en avertir leurs maris, sorte de trésor de guerre. Quand ces derniers vont au souk, des marchands ambulants, plus ou moins honnêtes, passent dans les villages vides et vont à la rencontre des femmes. Pour se faire un peu d'argent de poche, acheter des babioles qui leur plaisent ou des vêtements aux enfants, les femmes troquent, souvent à vil prix, les pistils qu'elles ont cachés.*

*En 2008, la pluie a favorisé les cultures et, grâce aux progrès de la commercialisation, le prix de l'épice a été multiplié par trois. Cette situation favorable a permis de voir émerger une question qui ne serait pas apparue dans une situation de subsistance. Le problème de la part cachée a été posé, pour la première fois par une femme, lors d'un grand débat mixte qui s'est déroulé lors du Festival du safran et a déclenché rires et affrontements. Certains hommes ont fait mine de s'indigner de ce vol, d'autres ont signifié qu'ils étaient au courant de ces pratiques et laissaient faire. L'année suivante, malgré le manque d'humidité, le prix est resté stable, même au moment de la récolte, quand les ménages ont besoin d'argent. Une quarantaine de femmes et autant d'hommes ont participé à un nouveau débat, qui s'est tenu à la Coopérative du safran de Taliouine ; deux présidentes d'Associations féminines d'une trentaine d'années, célibataires et scolarisées, ont protesté contre les hommes, affirmant que c'était à elles que revenait l'effort de cueillir les pistils. Et, de ce travail, elles ne retiraient aucun fruit ! Elles en ont d'ailleurs profité pour faire la liste de leurs tâches en interpellant les participants : « après la récolte qui s'occupe des bêtes, des enfants, du ménage, de la cuisine ? »*

*Leurs prises de position revendicatrices ont été relayées par des professeurs d'université féministes et le débat a été si virulent que des vieilles se sont mises à interpeller les contestatrices : « Ne parlez pas comme cela. Sinon, vous n'arriverez jamais à vous marier ! » D'autres femmes ont affirmé qu'elles n'étaient pas dans une logique de guerre : « On fait le travail avec les hommes », ont-elles affirmé. Un des cultivateurs a avoué que, quand le ménage n'avait plus d'argent, sa femme, pour dépanner… allait puiser dans sa réserve personnelle pour que la vente de quelques brins de safran remette l'économie du couple à flot. En conclusion de ce débat, il a été rappelé que si la propriété des terres appartient bien aux hommes, rien ne peut être fait sans les uns et les autres. Ceux qui toute l'année labourent la terre, plantent et irriguent, ce sont les hommes ; celles qui cueillent les pistils, à la levée du jour, ce sont les femmes. Quand les fleurs sont ramassées, les hommes ne se croisent pas les bras ; avec leur épouse et les enfants, ils trient la récolte, sinon elle s'abîme. L'idée de vouloir blâmer les hommes est plus surgie de la tête d'observateurs, souvent occidentaux, que de celle d'acteurs locaux. Le peu de participation à d'autres tâches ménagères ou familiales peut à juste titre être*

*reproché aux hommes, comme dans d'autres cultures d'ailleurs, pas le travail du safran !*

*En réalité, le bénéfice de cet effort n'appartient ni à l'homme, ni à la femme mais à la famille. Dans les couples qui fonctionnent bien, c'est l'épouse qui gère la récolte ; si c'est son mari qui vend, c'est elle qui tient les cordons de la bourse. Dans les campagnes, les hommes vont au souk, parce que le marché est loin, qu'il faut y aller à pieds ou en taxi et qu'on ne peut laisser seuls les enfants à la maison… et aussi, il est vrai, parce que l'homme ne veut pas exposer l'image de son épouse, au regard des autres. Dans les villes, au contraire, ce sont les femmes qui achètent, y compris sur le marché. Quand il manque de l'argent, quand les enfants ont faim ou manquent de vêtements, la femme souffre plus que l'homme ; quand elle a besoin de dépenser de l'argent, une femme autonome le fait, sans avoir besoin de mentir à son mari.*

*La vraie solution n'est pas de poser sur une ardoise une équation qui réserverait une part à chacun, c'est d'affirmer que les problèmes familiaux sont ceux du couple, dans une relation et une confiance mutuelle.*

*Yves Bourron, Jamal, La revanche du territoire, Publisud pages 182-185.*

Globalement, la philosophie de M&D est d'être, de fait, une ***école du développement***, de l'auto-développement au sens où tout projet est un outil pédagogique pour que la population se prenne en charge. La visée initiale est de faciliter le passage d'une économie de subsistance à l'économie monétaire (d'accumulation). Mais les migrants, qui jouissent d'une certaine sécurité et qui peuvent prendre des initiatives avec la capacité à supporter l'échec, doivent comprendre les comportements des acteurs locaux qui face à leur précarité ont trouvé la frugalité comme réponse, ne se reconnaissent pas le droit à l'erreur et sont réticents à certaines initiatives.

Est-ce que la phase d'accumulation a été atteinte ? Les avis divergent sur ce point et les migrants, qui vivent l'opposition entre deux modèles, l'un, de la société de consommation, l'autre inspiré des valeurs traditionnelles, sont invités à éclairer les choix à faire.

## *Mohamed AMGHAR, militant du développement local*

*Mohamed Amghar est propriétaire d'une maison d'hôtes dans le douar d'Ambdour Imitizght Amelim, situé à 10 kilomètres de Tafraout. Depuis l'âge de 20 ans, il a le projet de faire quelque chose pour le développement de son village. Ses deux grand-pères étaient migrants à Casablanca. Sa mère étant décédée lorsqu'il avait 7 ans, il est soumis à la pression de son père et de sa belle-mère qui le poussent à travailler et à migrer. Avec beaucoup de volonté et de sacrifices, Mohamed a poursuivi ses études jusqu'au Baccalauréat, à Tafraout, en étant logé gratuitement à la Maison de l'étudiant financée par l'Etat. Puis n'ayant pas les moyens de poursuivre ses études, il a travaillé dans des cafés et des hôtels sur place.*

***Aubergiste.*** *A 20 ans, sa décision a été prise : puisqu'il est contre la migration, il va faire quelque chose au village. Son projet ? Créer une maison d'hôtes dans la maison familiale afin qu'elle ne tombe pas en ruines comme beaucoup d'autres maisons, délaissées par les propriétaires qui préfèrent, s'ils en ont les moyens construire en bord de route des maisons modernes sans tenir compte du patrimoine architectural et des procédés de construction ancestraux. « Dans une maison d'hôtes, on va chez l'habitant, dans un hôtel, on passe en touriste »*

*Il décide donc de créer une maison en habitat traditionnel pour montrer comment l'on vit dans les villages de l'anti Atlas Marocain, en pays berbère. A partir de ce moment, Mohamed a travaillé à concrétiser son projet avec d'autant plus de détermination qu'il n'avait guère de moyens. Pour commencer, il a soumis son idée à l'antenne d'Agadir de la chaine de télé TV2M, qui avait lancé un programme de bourses en appui aux jeunes porteurs de projets. A l'époque, l'écotourisme n'était pas à la mode et la chaîne préféra encourager un projet dans l'agriculture. Mais Mohamed ne s'est pas découragé ; cette expérience lui a appris à améliorer sa capacité à convaincre ses interlocuteurs. Il décide aussi de fonder une famille.*

*Une seconde opportunité s'est présentée sous forme d'un appel à projets provincial. Celui de Mohamed a été retenu ; des études de faisabilité ont été financées et il a*

*obtenu 30 % de subvention. Il a investi 20 % de la somme nécessaire et pour les 50 % restant il s'est confronté à la demande d'un prêt bancaire.*

*Mohamed Amghar et son fils sur la terrasse de sa maison d'hôtes.*

*A l'époque, il n'existait pas de possibilité de prêt en milieu rural : tous les crédits étaient destinés aux investissements urbains. Il a su convaincre la banque qui a changé son règlement pour l'adapter aux demandes des entrepreneurs ruraux. Et il a été le premier client à obtenir un crédit pour un projet rural.*

*Mohamed et son épouse ont travaillé à retaper la maison familiale, en alliant les procédés de construction ancestraux et modernes. En plus de leur propre logement, ils disposent de 4 chambres d'hôtes. Ils ont utilisé Internet pour leur publicité et Mohamed juge le bilan de la première année positif, malgré les remboursements du prêt et les taux d'agios qui effraient son épouse.*

***Développeur.*** *Son ambition va plus loin, il ne veut pas seulement faire vivre sa famille mais aussi développer le village. Dès la première année, il a créé cinq postes de travail. Plutôt que de prendre un contrat individuel avec l'ONEA, il a choisi de rentrer dans l'Association villageoise pour payer sa cotisation à l'eau et l'éclairage public car pour lui il est important de fortifier l'AV qui repose sur des principes de solidarité entre les habitants. Maintenant il voudrait acheter des produits du terroir labellisés par M&D et les cuisiner pour ses hôtes. Il envisage aussi de faire un point de vente. Il ne cherche pas à faire de bénéfices mais pense vendre au prix des*

*coopératives. Mohamed a de nouveaux projets : faire un salon traditionnel, exposer des objets pour montrer comment on vivait autrefois dans ces villages. Pour lui, si on revient vivre sur place, il faut « faire les choses bien, dans le respect de la tradition mais avec les méthodes modernes ».*

*Maintenant qu'il pense avoir gagné sa place, il veut développer des liens avec les habitants, prendre le temps de discuter avec ses voisins, vivre vraiment la vie du village. En retraçant son expérience, il se sent une âme de pionnier car tous ces anciens amis ont migré à Casablanca. Il veut donc être un exemple pour d'autres jeunes qui seraient tentés par l'aventure. « Que je réussisse ou que je fasse faillite, je tirerai des leçons de cette expérience pour la partager avec des jeunes, afin de leur ouvrir la voie. »*

**Pour illustration, les acteurs communaux, fonctionnaires et élus, invités à un atelier dans le cadre de la capitalisation** ont émis ce conseil à M&D :

*« La société civile émergente s'oriente comme les anciens sur le développement physique du territoire et peu sur le développement humain. M&D doit agir pour compenser cette évolution, elle doit donner l'exemple et sensibiliser pour développer l'esprit de solidarité, prioriser l'émergence de projets socio-économiques, culturels innovants qui partent d'initiatives locales, avant de répondre à la demande d'infrastructures. »*

Au même moment d'autres régions, avec la contribution des migrants, ont investi massivement dans le développement par d'autres voies: l'environnement et la lutte contre l'érosion, la santé. Beaucoup ont priorisé l'éducation, par exemple, la région de Figuig connue pour ses cadres et son importante diaspora internationale, ou plus près, dans la région de Tinzert. Ainsi le président de la Commune rurale illustre cet investissement prioritaire dans le capital humain :

*« Nous sommes une commune pauvre en recettes monétaires mais riche de ses hommes. Dans notre commune chaque village a une association. La société civile est entrainée et compétente. La cause locale nous unit. »*

De cette approche du développement par les ressources humaines, découlent des bonnes pratiques telles que la mise à disposition de bicyclettes pour encourager l'accès des jeunes filles au collège, la promotion d'une politique culturelle à destination des jeunes.

Bien évidemment M&D, qui a embrassé tous les champs du développement d'un territoire, a beaucoup investi et fait des démonstrations réussies dans le champ du social, du culturel et de l'éducation. En attestent les Ecoles non Formelles, les Foyers féminins, l'appui aux associations de jeunes, les projets solidaires de certaines coopératives.

Mais un conseil récurrent à l'adresse de M&D est le suivant : « *Au Maroc, M&D devrait investir sur les droits humains, faire de l'éducation au développement, des formations au plaidoyer par exemple sur le droit des enfants, il reste beaucoup de travail pour faire évoluer les mentalités des gens de la montagne.* »

De fait beaucoup de problèmes socioculturels et d'inégalité subsistent qui peuvent fragiliser l'équilibre du territoire, de nombreuses pistes et questions sociales ont été évoquées durant le processus de capitalisation telles que :

- Réduire **l'inégalité hommes-femmes** et contribuer à l'émancipation de la femme par l'accès à l'autonomie économique et par la formation ;
- Ouvrir **le champ des possibles aux jeunes filles**, qui ne voient leur épanouissement que dans le mariage dans un contexte de déséquilibre démographique où les jeunes hommes reviennent de moins en moins se marier au village ;
- Anticiper, comme les CR de la région le proposent, sur les problèmes sociaux générés par **le tarissement des contributions des migrants à l'économie familiale.** Les migrants retraités ne sont pas éternels. Leurs enfants vont-ils continuer à assurer une partie du budget de la famille ? Les enfants restés sur place sont-ils aptes et conscients de devoir « produire leur vie » de façon autonome ?
- Mettre en place **des systèmes de mutuelles de santé solidaire** pour que les familles ne soient pas démunies face aux graves maladies et aux décès.

Problème auquel les familles de migrants ne sont pas confrontées, mais jusqu'à quand ?

## 5. Conclusion

Conclure ici n'est pas vouloir mettre un point final à un processus qui s'est donné pour finalité d'expliciter les acquis de l'expérience récente de M&D et d'indiquer des défis à relever pour l'avenir proche de l'association.

La commande était de mettre en exergue le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine. Nous nous sommes efforcés de nous y tenir mais en mesurant assez rapidement que la problématique du développement local ne pouvait être limitée à l'analyse de la contribution des migrants. Il parait bien en particulier que cette contribution peut être nécessaire pour freiner l'exode rural mais pas suffisante.

Tout au long de ce rapport de capitalisation, nous avons hésité sur la dénomination du sujet pour les verbes d'action que nous utilisions. Fallait-il écrire les *migrants ont…, les migrants avec l'appui de M&D ont* … ou *M&D... a* ? Cette hésitation ne traduit-elle pas un questionnement sur la place effective des migrants, en tant qu'entité organisée, dans les processus d'élaboration et de prise de décision dans les plans d'action de M&D ? Des membres du conseil d'administration comme de l'équipe salariée, semblent sensibilisés à cette question puisqu'est évoquée la nécessité du renouvellement du CA et d'impliquer plus fortement des migrants dans le fonctionnement de M&D.

Ce travail de capitalisation soulève plusieurs questions de fond :

- **Au Maroc** : est soulignée **l'émergence des acteurs locaux**, notamment les communes dont une vingtaine de présidents ont demandé lors de la réunion du 10 mai 2014, à Marseille, à se constituer en collectif et à être accompagnés dans la mobilisation des compétences des membres de leurs diasporas. Ce n'est plus les

migrants qui mettent les politiques devant leur fait accompli, mais les politiques du territoire qui proposent un plan de développement suffisamment attractif pour que les migrants s'y impliquent.

En conséquence, l'équipe de M&D devra endosser des profils **de conseiller, de facilitateur, de formateur** et être capable de solliciter des expertises spécifiques.

Concernant une nouvelle approche du territoire et la référence à un modèle de développement : la proposition est faite, rappelons-le, de passer d'une intervention en ***taches de léopard*** à des projets concentrés ***en grappe de raisin*** autour de leaders locaux. Ce resserrement par zones de l'action de M&D propose en outre d'inclure le lien rural /urbain dans son champ.

Quant au modèle de développement, ***le soutien à l'agriculture familiale***, malgré toute sa complexité, est appelé à être l'axe central de l'action de M&D.

- En France, les réflexions prennent acte des changements de rapport au territoire d'origine pour les nouvelles générations de migrants et issus de migrants, et orientent la réflexion vers la création d'une ***Communauté de développement***, brassant les acteurs du Sud (les acteurs émergents) et du Nord (la « diaspora connectée » notamment) en un espace virtuel de mise en commun de ressource en informations, en compétences, en financements économiques et de solidarité, en opportunités, en réseaux... ce qui prolonge notre proposition d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Enfin ce discours exprime une forte attente à l'égard de ce qui est appelé : ***l'Ecole Pratique de Développement des Territoires*** pour que M&D incarne cette ambition d'être un espace de formation continue et permanente, espace d'échange et de partage des expériences qui vise autant sinon plus les changements d'attitude que le développement de nouvelles compétences.

Au vu de ces convergences entre divers propos, le travail de capitalisation peut se conclure en considérant qu'une culture de la capitalisation semble s'être durablement installée au sein de M&D. Elle a alimenté, tout au long de son processus d'élaboration, des réflexions sur les profondes mutations en cours tant ici que là-bas.

# ANNEXES

## A. Restitution de la capitalisation de M&D : Paris, Rabat.

*La restitution de la capitalisation s'est effectuée d'une part en France, d'autre part au Maroc sur le thème « **Vers un nouveau modèle d'interactions entre territoires, développement et migrations ».***

*Une première réunion s'est tenue à Paris dans les locaux de l'AFD en septembre 2014 en présence de représentants d'institutions publiques (Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, AFE, Ministère des Affaires Etrangères notamment), de représentants d'associations de migrants, d'ONG de solidarité internationale et d'universitaires.*

*La seconde réunion s'est tenue à Rabat, dans les locaux de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) en octobre 2014, et a réuni les représentants des principales Institutions Nationales Marocaines (Instituts, Fondations et Conseils, Ministères, Agences, Syndicat...), mais aussi des élus locaux de la région du Souss Massa Drâa, des représentants d'Institutions Internationales et des institutions de coopération nationales, des associations de développement, des universitaires...*

**A l'issue de chacune de ces réunions M&D a publié un communiqué dont on extrait ci-après l'essentiel.**

Cette restitution a fait apparaitre que la migration a profondément évolué, depuis les premières générations de migrants fortement liés à leur village d'origine et occupant la première place dans l'impulsion du développement, jusqu'à la « diaspora connectée » des «issus-de-migrants» nés dans le pays d'accueil et des nouveaux migrants, aux aspirations et compétences différentes de celles de leurs ainés.

Mais la capitalisation montre aussi que le territoire a bougé avec l'émergence de nouveaux acteurs (communes, coopératives, associations de développement local, notamment féminines…) à même de prendre la direction du mouvement de développement des territoires.

**Le modèle d'interaction entre migrants et développement est donc à renouveler.**

La recherche d'un nouveau type de liens entre territoires, développement et migrations, a poussé M&D à lancer la création de ***Communautés de Développement Solidaire***, à la fois ancrées sur les territoires et ouvertes sur la diaspora du monde entier. Cette Communauté, soutenue par une plateforme Web, permettra la rencontre entre les besoins et opportunités des territoires et les ressources de la diaspora, sur un mode adapté aux comportements des nouvelles générations. Pourront être partagés des compétences, des informations, des projets, des financements solidaires, des investissements... au sein d'un réseau non hiérarchisé, où les collectivités locales du Maroc joueront cependant un rôle pivot.

## B. Études réalisées par M&D

*Évaluation des actions d'électrification villageoise de l'ONG Migrations & Développement*, 1998, IED.

*Échanges, développement et migrations en Europe et dans les pays du Maghreb*, actes d'un séminaire international Rabat Taliouine, mai 1994. Édition M&D, Marseille, 1995.

*Évaluation du programme d'action en faveur des populations de la zone rurale marocaine : implication des femmes dans le développement local*, 1999, Philip STETSON et Fatima BEN BOUIH.

*Évaluation et capitalisation des initiatives locales (ECIL),* 2002, GRET et M&D.

*Étude-diagnostic pour l'appui à la valorisation de l'argan*, 2004, CIRAD et M&D

*Recensement des produits de montagne de la province de Taroudannt susceptibles d'être valorisés*, 2005, M&D et CIHEAM–IAMM.

*La randonnée pédestre, instrument d'un tourisme responsable pour le développement local des zones rurales de la Province de Taroudannt*, 2004-2005, IUP Métiers de la Montagne de Gap et M&D.

*Vieillir dans la dignité : les immigrés marocains vieillissants du centre-ville de Marseille*, sous la direction de Nadia BENTALEB. 2007, Éditions Publisud, coll. Observatoire des sociétés.

*Commerce équitable et migrants* (participation à l'étude), novembre 2007, Nadia BENTALEB, Éditions de l'AFD.

*Étude-diagnostic sur les possibilités de gestion des déchets dans 18 villages du sud-marocain*, 2008, IED et M&D.

*Étude de cas sur la filière Safran*, 2008, Aroma Concept International et M&D.

*Étude de cas sur les possibilités de valorisation des plantes aromatiques dans la région Souss Massa Drâa*, 2009, Aroma Concept international et M&D.

*Analyse de la filière Safran*, 2009, CIHEAM - IAMM et M&D.

*La labellisation du produit de terroir Safran selon une démarche qualité au sein de la filière*, 2009, M&D.

*Évaluations des actions menées par M&D dans le cadre du PACT Taroudannt 2000-2010*, Inter- Action Développement durable et M&D.

*Actes du 2° forum de l'économie sociale et solidaire, réalisé dans le cadre du 3° Festival du safran de Taliouine d'octobre 2009*. Édition M&D, Marseille, 2010.

## C. Bibliographie

Hassan BENHALIMA, Mohamed BEN ATTOU, Mohamed CHAREF : Migrations internationales, tissu associatif et développement des territoires. Le cas du pays de Taliouine – Maroc. Le cas du pays de Taliouine – Maroc.

Yves BOURRON : Jamal, un migrant acteur de développement. La revanche du territoire. Edition Publisud, 2011.

Zakya DAOUD : Marocains des deux rives. Editions de l'Atelier (Collection : les acteurs du développement), Paris 1997.

Zakya DAOUD : Marocains de l'autre rive. (Les immigrés marocains acteurs du développement durable), Tarik éditions. Casablanca 2005.

Yves BOURRON et Jacques OULD AOUDIA, Des migrants marocains acteurs du développement, Hommes & Migrations, n° 1303, sept 2013.

Natasha ISKANDER : "Innovating Government: Migration, Development, and the State in Morocco and Mexico, 1963-2005." Massachusetts Institute of Technology, Février 2006.

Thomas LACROIX : « Les réseaux marocains du développement — géographie du transnational et politiques du territorial. », Paris, Les Presses de Sciences Po, 2005, 257 pages (collection Académique).

Jacques OULD AOUDIA « Migrations et Développement : un besoin de politiques cohérentes adaptées à la réalité », Notes de l'IFRI, Programme Migrations, identités, citoyenneté. Sept 2010.

Najib DHOUM et Allan WISNIEWSKI : Passeurs d'entre deux rives. Un film documentaire de Marjane Productions. 52 mn. Paris 2000.